

Democracy Awakening: Notes on the State of America Traduction partielle et commentée

Annexe 1 : traduction

Réveil de la démocratie :
Observations sur l'État d'Amérique
Traduction partielle et commentée
Annexe 1 : traduction

Table des matières

Table des matières	5
Traduction	6
Préface.....	7
1 Le conservatisme américain	8
2 Le consensus libéral	16
3 Donner vie à la Déclaration d'indépendance.....	22
4 Race et impôts	30
5 Nixon et la stratégie du Sud	39
6 Polarisation positive	46
Reprendre notre pays	55

Traduction

Préface

p. xvii



Ce livre explore comment une poignée d'individus ont tenté de nous persuader que nos principes les plus essentiels ne sont qu'une illusion. Ils ont déclaré la guerre à la démocratie américaine en manipulant le langage à leur avantage. Ils nous ont ensuite conduits vers l'autoritarisme en créant une population mécontente et en promettant de recréer un passé imaginaire où ces personnes pourraient se sentir à nouveau importantes. Alors qu'ils prenaient le contrôle, ils ont faussement revendiqué qu'ils suivaient les lois authentiques et naturelles de la nation.

Ce livre montre aussi comment la démocratie a persisté au fil de notre histoire malgré les nombreuses tentatives de la discréditer. C'est l'histoire du peuple américain, en particulier de ceux que les puissants ont tenté de marginaliser, qui ont d'abord soutenu l'idée d'égalité et d'un gouvernement chargé de la protéger. Et par la suite, à travers l'histoire, ils se sont battus pour étendre sa définition et créer un gouvernement qui peut, une bonne fois pour toutes, enfin concrétiser cette démocratie.

1 Le conservatisme américain



p.3

La crise actuelle commença dans les années 1930, lorsque les républicains qui détestaient la régulation économique contenue dans le *New Deal* du président Franklin Delano Roosevelt commencèrent à envisager une alliance formelle avec deux courants du Parti démocrate pour s'y opposer. Ils se tournèrent vers les démocrates du Sud, qui haïssaient le fait que les programmes du *New Deal* ne soient pas ouvertement ségrégationnistes, ainsi que vers les habitants de l'Ouest, qui n'aimaient pas l'idée du gouvernement fédéral protégeant les terres et les ressources en eau. Ceux qui envisageaient cette alliance utilisèrent le mot *conservateur* pour signifier leur opposition au *New Deal*. Ils affirmèrent qu'un gouvernement qui répondait aux besoins des Américains ordinaires constituait une expérience dangereuse et radicale.

Il ne s'agissait pas d'une description fidèle du conservatisme : c'était une position politique. Dans les années 1920, les républicains avaient pris le contrôle du Congrès et de la Maison-Blanche aux démocrates de l'ère progressiste. Ils remirent le gouvernement aux mains des hommes d'affaires, convaincus que ceux-ci réinvestiraient leur argent comme eux seuls savaient le faire, créant des emplois pour les travailleurs et des produits attractifs pour une nouvelle classe moyenne. Dans un premier temps, tandis que les nouveaux magazines illustrés du pays faisaient la publicité de réfrigérateurs et postes de radio, de bas et hors-bords, ces politiques semblaient miraculeuses.

Mais le Krach de 1929 et la Grande Dépression qui s'ensuivit révélèrent à quel point la prospérité illusoire du pays avait été mal répartie. Franklin D. Roosevelt, alors gouverneur démocrate de New York, avertit que le système républicain ne fonctionnait qu'au profit de ceux qui se trouvaient au sommet. « La démocratie n'est pas en sécurité si le peuple tolère la croissance du pouvoir privé où il devient plus fort que l'État démocratique lui-même », expliqua-t-il par la suite. « C'est cela, en essence, le fascisme : la mainmise sur le gouvernement par un individu, par un groupe, ou par tout autre pouvoir privé dominant. » Il affirma que le peuple américain méritait un « *New Deal* ». ¹

p.4

Prêt à tout pour sortir de la Grande Dépression, les Américains accueillirent favorablement la promesse de Roosevelt d'utiliser le gouvernement fédéral pour protéger les citoyens ordinaires. En 1932, ils l'éluèrent président et confièrent aux démocrates la direction du Congrès. À la place des hommes d'affaires, les démocrates introduisirent au sein du gouvernement de nouvelles voix, telles que des professeurs de droit et des conseillers économiques, ce que l'on appela le *Brain Trust*.²

Il est important de noter que Roosevelt fit également appel à Frances Perkins, qui apporta à la table l'idée que le gouvernement fédéral devait protéger les travailleurs, les femmes et les enfants. Assistante sociale très instruite, Perkins était la descendante d'une famille coloniale et avait passé beaucoup de temps dans une petite ville du Maine. En 1911, elle avait été témoin du terrifiant incendie de la *Triangle Shirtwaist Factory* à New York, dans lequel 146 ouvriers, pour la plupart de jeunes femmes, se jetèrent dans le vide depuis un bâtiment en flammes après que leurs patrons eurent verrouillé les portes pour les empêcher d'aller faire des pauses en cachette dans les escaliers de secours. Cette catastrophe poussa Perkins à transposer au sein du gouvernement l'idée d'une responsabilité communautaire à l'ancienne, afin de s'attaquer aux conditions de travail dans des villes en pleine expansion, avec leurs populations immigrées et leurs industries non réglementées.

Conscient du pouvoir croissant des femmes au sein de la coalition démocrate et désireux de comprendre les besoins des Américains marginalisés, Roosevelt nomma Perkins en tant que secrétaire au Travail de son cabinet. Première femme à siéger dans un cabinet présidentiel, elle occupa ce poste de 1933 à 1945, ce qui fit d'elle la secrétaire au Travail ayant exercé le plus longtemps dans l'histoire des États-Unis.

Afin de mettre fin à l'anarchie financière qui avait déclenché le Grand Krach et la Grande Dépression, le Congrès réglementa le marché boursier et limita la capacité des banquiers à utiliser l'argent des déposants pour spéculer sur les actions. Il fixa également des durées maximales de travail hebdomadaire et des salaires minimaux pour les travailleurs (quarante-quatre heures et vingt-cinq cents de l'heure) et interdit le travail des enfants. Il garantit aux travailleurs le droit de rejoindre des

syndicats. Il pourvut des emplois aux chômeurs et releva les taux d'imposition des plus fortunés.

Le Congrès mit également en place des programmes d'emploi pour les travailleurs que la Grande Dépression avait jetés à la rue. Il créa un filet de protection sociale de base dont la pièce maîtresse fut la loi sur la sécurité sociale de Perkins, destinée aux femmes, aux enfants et aux travailleurs privés d'emploi en raison du chômage ou de la retraite. Enfin, le gouvernement investit massivement dans les infrastructures, offrant aux Américains ordinaires de nouvelles opportunités jusqu'alors réservées aux riches.

Dès le début, le *New Deal* de Roosevelt inclut les Noirs américains et les femmes, imparfaitement, certes, mais il les inclut.

Les démocrates sudistes racistes détestèrent le nouveau système. Tout comme une faction dissidente de républicains, en dépit du fait que leur propre incapacité totale à gérer l'économie avait laissé des gens vivre dans des caisses en carton et se nourrir dans des poubelles. En 1937, après la triomphale réélection de Roosevelt, des membres de ces deux groupes entreprirent de s'organiser contre le *New Deal*. Ils s'accordèrent sur le fait que le pouvoir croissant du gouvernement fédéral menaçait ce qu'ils appelaient les « valeurs traditionnelles » : le travail individuel, la propriété privée, l'équilibre du budget fédéral et le contrôle local de la politique.³

Au début du mois de décembre 1937, une coalition de législateurs contre le *New Deal* comprenant des membres des deux partis rédigea une déclaration formelle de leurs principes et la fit circuler discrètement auprès de sympathisants potentiels. Le 15 décembre 1937, leur « Manifeste conservateur » fut divulgué à la presse. Intitulé « Une adresse au peuple des États-Unis », il rejetait l'idée de dépenses publiques et proclamait que l'investissement privé constituait le fondement de la santé économique de la nation.

Afin de libérer des capitaux, le manifeste réclamait des réductions d'impôts et des coupes dans les dépenses de protection sociale. Il appelait à mettre fin au soutien gouvernemental au travail syndical, qui, selon lui, « nuit à tous ». Il appelait aux « droits des États, à l'autogouvernance et au gouvernement local », entendant par-

là que les lois fédérales ne devaient pas perturber les codes raciaux des États du Sud. Il appelait à mettre fin au soutien public aux individus valides, dans le but « d'encourager l'initiative personnelle », faisant confiance aux « liens familiaux et à la bienfaisance » pour assurer un filet de protection sociale. « Nous proposons », proclamait le manifeste, « de préserver et de nous appuyer sur le système américain d'entreprise privée et d'initiative. »⁴

La déclaration reçut peu de soutien au Congrès. Les républicains préféraient attaquer Roosevelt sans pour autant s'associer aux démocrates, et les démocrates critiquaient l'entourage de Roosevelt plutôt que de se montrer publiquement en train de saper l'autorité de leur président. Mais le manifeste attira l'attention des organisations civiques réservées aux Blancs et des chambres de commerce, qui l'approuvèrent, tandis que les organisations patronales et industrielles en republièrent et diffusèrent près de deux millions d'exemplaires. Les journaux hostiles au *New Deal* continuèrent à le réimprimer. Le « Manifeste conservateur » était un projet pour ceux qui s'opposaient au *New Deal* de FDR, et c'est cette déclaration de valeurs qui explique pourquoi les radicaux d'aujourd'hui se revendiquent « conservateurs ».⁵

Pourtant, il ne s'agit pas du sens historique du conservatisme aux États-Unis.

L'idée d'une position « conservatrice » en politique émergea au cours de la Révolution française, lorsque l'homme d'État anglo-irlandais Edmund Burke fut horrifié par ce qui se passait de l'autre côté de la Manche. Tandis que les révolutionnaires en France abolissaient les hiérarchies traditionnelles du gouvernement et de l'Église, Burke prit position contre le changement radical mené par des personnes cherchant à faire appliquer une idéologie spécifique par le gouvernement. Selon lui, un gouvernement guidé par l'idéologie était radical et dangereux, car elle finissait rapidement par l'emporter sur la réalité du fonctionnement concret de la société et des personnes qui la composent.

En 1790, Burke affirma que le rôle du gouvernement n'était pas d'imposer une vision du monde, mais plutôt de favoriser la stabilité, et que les législateurs pouvaient atteindre cet objectif plus efficacement en s'appuyant sur les structures

traditionnelles : les hiérarchies sociales, l'Église, la propriété et la famille. Le terme « conservateur » signifiait, au sens littéral, conserver ce qui était déjà là, sans référence à une idéologie particulière. Les dirigeants devaient procéder à des changements graduels, guidés par les réalités concrètes, afin de préserver la stabilité du pays. Cette idée impliquait également que l'État pouvait constituer une force positive au sein de la société, plutôt que négative.

Cette identité politique « conservatrice » se transposa difficilement aux États-Unis, où les dirigeants créaient encore le nouveau gouvernement à partir de rien et où il n'existait donc rien d'ancien à préserver. Jusqu'aux années 1840, le terme n'apparut que rarement dans le domaine politique, et lorsqu'il le fit, il désignait ceux qui rejetaient les idées jugées « radicales » des abolitionnistes, qui voulaient mettre fin à l'esclavage, ou des militantes pour les droits des femmes, qui réclamaient le droit de vote.

Le terme « conservateur » commença à prendre une signification politique spécifique aux États-Unis lorsque les opposants à l'esclavage du Nord refusèrent d'appliquer la loi sur les esclaves fugitifs adoptée dans le cadre du Compromis de 1850. Cette loi obligeait les agents fédéraux, y compris ceux exerçant dans les États libres, à renvoyer vers le Sud toute personne qu'un propriétaire d'esclaves blanc revendiquait comme sa propriété. Les Noirs américains ne pouvaient pas témoigner pour leur propre défense, et quiconque aidait un « fugitif » risquait une peine de six mois d'emprisonnement ainsi qu'une amende de mille dollars, soit l'équivalent d'environ trois ans de revenus.⁶

Les esclavagistes et leurs collègues démocrates commencèrent à qualifier de « radicaux » ceux qui s'élevaient contre la loi sur les esclaves fugitifs, car ils rejetaient une loi. Les accusations de « radicalisme » se répandirent plus largement quatre ans plus tard, lorsque des nordistes de tous partis s'organisèrent contre la loi Kansas-Nebraska de 1854, en vertu de laquelle le Congrès autorisa l'extension de l'esclavage dans des territoires qui, depuis plus de trente ans, étaient réservés au travail libre.

p.8

En décembre 1855, le président démocrate Franklin Pierce utilisa son message annuel au Congrès pour accuser les Américains opposés à l'extension de l'esclavage de chercher à renverser les traditions américaines. Il décrivit les États-Unis comme une république d'hommes blancs et affirma que les Pères fondateurs avaient cru en une hiérarchie des races, dans laquelle les « hommes blancs libres » régnaient sur les « races assujetties... indiennes et africaines ».⁷

Le rédacteur en chef du *Chicago Tribune*, l'avocat et fervent abolitionniste Joseph Medill, fut outré. Il accusa Pierce et ses partisans démocrates, et non les hommes antiesclavagistes, d'attaquer les lois américaines.

« Il y a dans le message du général Pierce des déformations de faits historiques et des affirmations mensongères qui ne peuvent manquer d'attirer l'attention et de choquer les sentiments des plus conservateurs d'entre nous », écrivit-il.

Medill s'était approprié le mot conservateur pour la cause de l'égalité.

Le rédacteur en chef dénonça comme « fausse de bout en bout ! » la déclaration de Pierce selon laquelle les Pères fondateurs avaient établi « une République fédérale des hommes blancs libres des Colonies ». En réalité, écrivit-il, les Pères fondateurs avaient inscrit les principes de la nation dans la Déclaration d'indépendance. Où était-il question dans ce document des « hommes blancs libres », demanda le rédacteur. Dedans, poursuivit-il, « Y a-t-il la moindre allusion “aux races assujetties”, qu'elles soient indiennes ou africaines ? [...] Leur “seule pensée directrice”, telle qu'ils la proclamèrent eux-mêmes, était le droit inaliénable de TOUS les hommes à la Liberté, en tant que principe. »⁸

Au cours des années suivantes, alors que le Parti républicain prenait forme, ses membres s'employèrent à déjouer les accusations selon lesquelles ils étaient des radicaux illuminés, des « républicains noirs » et des « adorateurs de n****s ». Ils adoptèrent l'idée que s'opposer à l'esclavage était une position conservatrice. Lorsque le sénateur démocrate de l'Illinois Stephen A. Douglas tenta de dépeindre son adversaire politique Abraham Lincoln comme un « abolitionniste radical » en 1858, Lincoln martela l'idée que c'était Douglas et ses partisans, et non les républicains, qui étaient les véritables radicaux. Lincoln affirma qu'il combattait

p.9

l'esclavage « selon les "principes d'origine", en combattant... à la manière de Jefferson, Washington et Madison. »⁹

Lincoln n'utilisa pas le mot *conservateur* lors des débats Lincoln-Douglas, mais le 27 février 1860, au Cooper Union de New York, il revendiqua pour les républicains l'héritage du conservatisme. Tout comme Pierce l'avait fait dans son message controversé de 1855, Lincoln raconta à son tour l'histoire de l'Amérique. Dans sa version, cependant, cette histoire était celle de Pères fondateurs opposés à l'esclavage, aux côtés desquels se tenait le nouveau Parti républicain.

« Vous dites que vous êtes conservateurs, éminemment conservateurs, tandis que nous sommes révolutionnaires, destructeurs, ou quelque chose de ce genre », déclara-t-il en s'adressant aux démocrates. « Qu'est-ce que le conservatisme ? N'est-ce pas l'adhésion à ce qui est ancien et éprouvé contre ce qui est nouveau et n'a pas fait ses preuves ? Dans le domaine controversé, nous restons, nous, de fidèles défenseurs de la même vieille politique telle qu'elle fut adoptée par ceux de 'nos pères à qui l'on doit le régime sous lequel nous vivons', tandis que vous, vous repoussez comme un seul homme et [...] rejetez sous les crachats cette ancienne politique tout en prétendant la remplacer par quelque chose de neuf [...]. Dans aucun de vos projets divers et multiples, on ne saurait trouver le moindre précédent ou le moindre défenseur ayant appartenu au siècle qui a produit notre système politique. »¹⁰

Lorsque, plus tard cette même année, les électeurs élurent Lincoln président, sa mise en avant de la Déclaration d'indépendance conduisit le Parti républicain à créer un gouvernement nouveau et actif qui garantissait aux hommes les plus pauvres l'accès à des ressources que les plus fortunés avaient jusqu'alors monopolisées. Ils installèrent des hommes sur des terres agricoles¹¹, créèrent des universités publiques, financèrent un chemin de fer transcontinental, inventèrent la fiscalité nationale (y compris l'impôt sur le revenu) et, bien sûr, mirent fin à l'esclavage des Noirs en Amérique, sauf en tant que punition pour crime. Comme Lincoln l'écrivit : « L'objet légitime du gouvernement est de faire pour une communauté de personnes tout ce qui doit être fait, mais qu'elles ne peuvent pas

faire du tout, ou ne peuvent pas faire aussi bien, par elles-mêmes, dans leurs capacités séparées et individuelles. »¹²

p.10

En 1865, le parti de Lincoln avait mis en pratique sa position conservatrice selon laquelle la nation devait, enfin, embrasser les principes incarnés dans la Déclaration d'indépendance : que tous les hommes sont créés égaux et doivent avoir un accès égal aux ressources leur permettant de travailler dur et de s'élever socialement. C'était la même position qui sous-tendait le *New Deal*, et ceux qui s'opposaient à sa régulation économique et à ses avancées raciales dans les années 1930 n'étaient pas de véritables conservateurs américains ; ils étaient précisément les radicaux dangereux que Lincoln et les républicains de son époque avaient dénoncés.

¹ Franklin Delano Roosevelt, "Message to Congress on Curbing Monopolies," April 29, 1938; "Inaugural Address," March 4, 1933; "Address Accepting the Presidential Nomination at the Democratic National Convention in Chicago," July 2, 1932; all at American Presidency Project.

² NDT : groupe restreint de techniciens, d'experts, etc. chargé de l'élaboration de projets ou de plans (Larousse)

³ John Robert Moore, "Senator Josiah W. Bailey and the 'Conservative Manifesto' of 1937," *Journal of Southern History* 31 (1965): 21-39; see, for example, "Price of a Balanced Budget," *New York Times*, December 8, 1937.

⁴ Turner Catledge, "10 Points Drafted; Attempt Made to Unite All Conservatives and Moderates on Plan," *New York Times*, December 16, 1937; "The Nation," *New York Times*, December 19, 1937.

⁵ Turner Catledge, "Congressmen Shun 'Coalition' Move; Democrats Balk at Appearing to Be Rebels and Republicans Cling to Party Role," *New York Times*, December 17, 1937.

⁶ *Chicago Tribune*, March 4, 1856, 2.

⁷ Franklin Pierce, "Third Annual Message," December 31, 1855, American Presidency Project.

⁸ *Chicago Tribune*, January 9, 1856, 2.

⁹ *Alton Courier*, quoted in *Chicago Tribune*, May 15, 1856, 2; Abraham Lincoln, "Sixth Debate with Stephen A. Douglas, at Quincy, Illinois, October 13, 1858," in *The Collected Works of Abraham Lincoln*, vol. 3, ed. Roy P. Basler (Ann Arbor, MI: University of Michigan Digital Library Production Services, 2001), 263; Abraham Lincoln, "First Debate, Ot-tawa, Illinois, August 21, 1858," in Basler, *Collected Works*, vol. 3, 333.

¹⁰ Abraham Lincoln, "Address at Cooper Institute, New York City, February 27, 1860," in Basler, *Collected Works*, vol. 3, 522-550.

¹¹ NDT : référence au « homestead », la loi sur la propriété fermière

¹² Abraham Lincoln, "Fragment on Government," in Basler, *Collected Works*, vol. 2, 220.

2 Le consensus libéral

p.11

Le *New Deal* ne mit pas immédiatement fin à la Grande Dépression ni n'aplanit le rapport de force racial dans la nation, mais il gagna la loyauté des Américains qui avaient blâmé les riches d'avoir manipulé l'économie jusqu'à ce que le Krach de 1929 en révélât l'imposture. Malgré cela, la profonde méfiance des Américains envers ce que les républicains appelaient le « socialisme » fragilisa le programme de Roosevelt. En 1937, Roosevelt commença à réduire les dépenses fédérales et en définitive de 17 pour-cent, car il s'inquiétait des déficits et des attaques de la droite. Le taux de chômage est remonté en flèche et la bourse, qui avait commencé à se redresser, s'effondra à nouveau. L'avenir du système du *New Deal* était totalement incertain.

Par une matinée ensoleillée, le dimanche 7 décembre 1941, lors d'une attaque surprise, 353 avions japonais bombardèrent la base navale de Pearl Harbor, à Honolulu, à Hawaï. Ils tuèrent ou blessèrent plus de 3 500 Américains et détruisirent des avions et navires américains. Deux heures plus tard, le Japon déclara la guerre aux États-Unis. Le lendemain, les États-Unis déclarèrent la guerre au Japon, et le 11 décembre 1941, quatre jours après le bombardement de Pearl Harbor, l'Italie et l'Allemagne déclarèrent la guerre aux États-Unis. « Les pouvoirs du Pacte d'acier, l'Italie fasciste et l'Allemagne nationaliste, encore plus unies, se tiennent aux côtés du Japon héroïque contre les États-Unis d'Amérique, » cita le leader italien Benito Mussolini. « Nous serons victorieux ! »¹

p.12

Le Pacte d'acier était l'avant-garde d'une nouvelle idéologie politique. Dans sa jeunesse, Mussolini avait été socialiste, mais il s'était vite lassé de la difficulté à mobiliser les masses. Quelles que soient les tentatives des socialistes, ils semblaient dans l'impossibilité de convaincre leur prochain de se soulever et de prendre le contrôle des moyens de production. L'efficacité démontrée par la Première Guerre mondiale poussa Mussolini à renoncer au socialisme et à développer une nouvelle théorie politique. Il rejeta l'égalité qui définissait la démocratie et se mit à croire que certains hommes étaient meilleurs que les autres. Et ces hommes devaient diriger, faire progresser la nation en orientant les actions des autres. Ils devaient mobiliser les troupes, comme cela a été fait durant la guerre,

en réprimant sans pitié toute opposition et en dirigeant l'économie, de sorte que les entreprises et les politiciens travaillent ensemble. Logiquement, ce groupe restreint de leaders allait hisser un seul homme, destiné à devenir un dictateur tout-puissant. Pour transformer leurs partisans en une machine efficace, ils diabolisèrent leurs adversaires, les transformant en un « autre » que leurs partisans pouvaient haïr.

Ce système de gouvernance hiérarchique fut appelé le fascisme. L'Italie l'adopta et les idées de Mussolini furent source d'inspiration, notamment pour l'Allemagne d'Adolf Hitler. Quand Hitler devint chancelier en 1933, il déclara que l'Allemagne était le successeur du Saint-Empire romain germanique, qui avait dominé l'Europe centrale pendant une centaine d'années. Ces leaders croyaient que le nouveau système pouvait reprendre possession du passé avec une idéologie du futur, unissant les hommes purs en une machine militaire et sociale qui bougerait comme un seul corps, tandis que les femmes pures supporteraient la société en tant que mères. Ils entreprirent d'éliminer ceux qui ne correspondaient pas à leur modèle et de détruire cette démocratie désordonnée et inefficace qui leur faisait obstacle.

Avant Pearl Harbor, certains Américains pensaient que la nouvelle coalition démocrate plongeait l'économie et le système politique dans le chaos. Ils avaient adopté le fascisme comme une manière de réaffirmer les structures traditionnelles de pouvoir. Mais après l'attaque de Pearl Harbor, leur mouvement s'effondra tandis que les Américains se ralliaient à l'effort de guerre, soutenu par la défense éclatante de la démocratie par F. Roosevelt et l'attention portée par les médias aux récits d'héroïsme populaire.

p.13

Un de ces premiers récits évoquait le matelot noir de troisième classe, Doris Miller de Waco, au Texas, qui était en poste sur le navire américain *West Virginia* au moment de l'attaque. Il n'était pas affecté au combat, et devait seulement servir les officiers blancs présents sur le bateau. Miller abandonna le linge qu'il était en train de ramasser lorsque la première des neuf torpilles frappa. Il aida à secourir le capitaine du navire, qui était mortellement blessé, puis prit le contrôle d'une mitrailleuse antiaérienne abandonnée.

Doris Miller devint immédiatement un phénomène national. Le soutien du Congrès américain finit par mener l'amiral Chester W. Nimitz, le commandant du Pacific Fleet, à remettre personnellement à Miller la *Navy Cross*, qui était à l'époque la troisième plus haute distinction navale, pour bravoure au combat. Tout au long de la guerre, les journalistes, les généraux et les législateurs louèrent les Américains ordinaires comme Miller, les héros sans frontières, en les qualifiant de piliers de l'effort de guerre américain.

Alors que les puissances de l'Axe mettaient l'accent sur l'héroïsme de leur leader et que Hitler soutenait une société hiérarchique dans laquelle une race supérieure régnait sur des races assujetties, Roosevelt et les médias rappelaient constamment aux Américains que la démocratie, basée sur le principe que tous les hommes étaient égaux, était le meilleur gouvernement possible.²

Mais malgré tout ce que les dirigeants disaient sur la démocratie, ce furent les Américains ordinaires qui la défendirent. Grâce aux armées composées d'hommes et de femmes de toutes races et de toutes ethnicités, une population mixte que les nazis méprisaient, les Alliés gagnèrent la guerre pour la démocratie contre le fascisme.

Parmi les plus de 16 millions d'Américains ayant servi durant la guerre, plus de 1,2 million étaient des hommes et des femmes noirs, 500 000 étaient des Latinos, et plus de 550 000 Juifs firent partie de l'armée. Les natifs américains servirent à un pourcentage plus élevé que n'importe quel autre groupe ethnique : plus d'un tiers des hommes valides de 19 à 50 ans s'engagèrent dans l'armée. Parmi ces 25 000 soldats se trouvaient les hommes qui développèrent le célèbre « code talk »³, fondé sur des langues amérindiennes que les décrypteurs de l'Axe ne réussirent jamais à déchiffrer.⁴

À la maison, les hommes et les femmes de tous les milieux, de toutes origines, s'engagèrent pleinement dans l'effort de guerre, dans les usines et dans les champs, consolidant leur loyauté pour leur nation, tandis que florissait l'économie soutenue par un déficit budgétaire extraordinaire pour mener la guerre. Si les Américains n'avaient pas été totalement convaincus par le gouvernement du *New*

Deal dans les années 30, la victoire de ce dernier lors de la Deuxième Guerre mondiale sembla confirmer que la méthode de gouvernance adoptée par Roosevelt était juste. En 1945, la plupart des républicains rejoignirent les démocrates pour adopter un gouvernement qui régula le commerce, fournissait un filet de protection sociale de base et promouvait l'investissement dans les infrastructures.

La célébration nationale de l'équité pendant la guerre eut pour effet de mettre en lumière que tous les Américains n'étaient en fait pas traités de la même manière. Les Noirs américains combattirent dans des unités séparées, des émeutes raciales éclatèrent entre des gangs blancs et leurs voisins à la peau noire ou brune dans plusieurs villes du pays. Les femmes durent en général jouer des rôles secondaires dans l'armée, et le gouvernement incarcéra les Américains d'origine japonaise.

En 1944, une agression sexuelle particulièrement horrible porta l'attention sur les inégalités raciales. Deux grands jurys refusèrent d'incarcérer six hommes blancs qui avaient commis un viol collectif sur une femme noire de 25 ans à Abbeville en Alabama, bien que ceux-ci aient confessé leur acte. Les leaders noirs à Abbeville amenèrent le cas de Recy Taylor devant l'Association nationale pour la promotion des gens de couleur (NAACP). Fondée le 12 février 1909 par des journalistes, des réformateurs et des intellectuels, le jour du 100^e anniversaire de la naissance d'Abraham Lincoln, « pour promouvoir l'égalité des droits et éradiquer les préjugés de classe sociale ou de race parmi les citoyens des États-Unis, » la NAACP œuvra pour garantir le droit de vote, l'accès à l'éducation et à l'emploi, ainsi qu'une « égalité complète devant la loi. »⁵

p.15

La NAACP s'était depuis longtemps attachée à combattre les inégalités raciales en attirant l'attention du public sur les atrocités raciales et en exigeant des autorités qu'elles appliquent les lois déjà en vigueur. L'agression de Madame Taylor, alors qu'elle rentrait chez elle après être allée à l'église, avait un intérêt médiatique important. Rosa Parks, secrétaire de la section de la NAACP à Montgomery, en Alabama, enquêta sur l'agression de Mme Taylor, puis rassembla des organisations féminines, des syndicats et des mouvements défendant des droits noirs au sein d'un nouveau « Comité pour la justice égale pour Mme Taylor », afin de défendre les droits de cette dernière. Alors qu'elle n'était qu'une enfant, Parks avait vu son

grand-père protéger la maison familiale avec un fusil pendant que le Ku Klux Klan défilait dans leur rue, et depuis 1943, elle traversait l'Alabama en documentant les viols, les agressions, les meurtres et les intimidations des électeurs motivés par la race. Sa nouvelle organisation s'étendit à l'ensemble des États-Unis, et mit en lumière ce que les lois inégalitaires avaient provoqué.⁶

Ni Roosevelt, ni son successeur, Harry S. Truman ne purent faire avancer la législation sur les droits civiques au Congrès en raison des démocrates ségrégationnistes du Sud au sein de leur parti. Mais après son entrée en fonction en 1953, le républicain Dwight D. Eisenhower s'empara de la cause. Il nomma à la fonction de Président de la Cour suprême Earl Warren, l'ancien gouverneur républicain de Californie. Warren entreprit d'utiliser le pouvoir des cours fédérales pour faire appliquer l'égalité américaine, et sous sa supervision, le précédent judiciaire *Brown v. Board of Education of Topeka* débuta le processus en déclarant que la ségrégation raciale dans les écoles était inconstitutionnelle.

En 1956, le républicain Arthur Larson expliqua que les politiques démocrates modernes et le républicanisme traditionnel s'étaient rejoints dans un système appelé le « républicanisme moderne. » Évoquant Lincoln, Larson expliqua : « Notre philosophie de fond... est la suivante : si une tâche doit être accomplie pour répondre aux besoins des gens, et que personne d'autre ne peut le faire, alors c'est une fonction légitime du gouvernement fédéral. » Les Américains avaient, « pour la première fois de notre histoire, découvert et créé l'authentique centre américain en politique. Ce n'est pas un centre dans le sens européen du terme, c'est-à-dire un point médian fragile et précaire entre une gauche large et puissante et des éléments de droite présentant des degrés variables du radicalisme. C'est un centre, dans le sens américain d'un terrain de rencontre commun d'une grande majorité de notre peuple sur nos propres problèmes avec pour toile de fond notre histoire, notre contexte actuel et nos propres responsabilités pour l'avenir. »⁷

¹"Translation: Declaration of War against the United States, by Benito Mussolini, Italy, December 11, 1941," Wikisource, last modified December 28, 2016, [en.wikisource.org/wiki / Translation:Declaration_of_War_Against_the_United_States,_by_Benito_Mussolini._Italy,_December_11,_1941](https://en.wikisource.org/wiki/Translation:Declaration_of_War_Against_the_United_States,_by_Benito_Mussolini._Italy,_December_11,_1941).

² Franklin D. Roosevelt, "June 5, 1944: Fireside Chat 29: On the Fall of Rome," audio recording, 16:34, Miller Center, University of Virginia, millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches/june-5-1944-fireside-chat-29-fall-rome.

³ NDT : les soldats amérindiens se servaient de leurs langues autochtones pour communiquer pendant la guerre.

⁴ Paul C. Rosier, *Serving Their Country: American Indian Politics and Patriotism in the Twentieth Century* (Cambridge, MA: Harvard University Press, 2009), 47, 88-92; Heather Cox Richardson, *How the South Won the Civil War: Oligarchy, Democracy, and the Continuing Fight for the Soul of America* (New York: Oxford University Press, 2020), 147.

⁵ Danielle L. McGuire, *At the Dark End of the Street: Black Women, Rape, and Resistance New History of the Civil Rights Movement from Rosa Parks to the Rise of Black Power* (New York: Vintage, 2011), xv-83.

⁶ *Rosa Parles: In Her Own Words*, <https://www.loc.gov/exhibitions/rosa-parks-in-her-own-words/about-this-exhibition/>.

⁷ Arthur Larson, *A Republican Looks at His Party* (New York: Harper & Brothers, 1956), 10, 159.

3 Donner vie à la Déclaration d'indépendance



p.17

Dans les premières années suivant l'arrêt *Brown v. Board* de 1954, par lequel la Cour suprême déclara la ségrégation raciale inconstitutionnelle, cette foi en l'égalité américaine releva presque de l'ambition. Mais les Noirs américains et les personnes de couleur qui s'étaient battus pour la nation dans le monde entier lors de la Première Guerre mondiale n'étaient pas satisfaits de simples promesses ; ils demandaient une vraie égalité. Pour susciter une forme d'attention publique et de pression politique qui pourrait enfin inscrire les droits minoritaires en une loi, ils mobilisèrent des organisations comme la NAACP pluriethnique, avec son savoir-faire médiatique et ses compétences juridiques.

En février 1946, une attaque violente sur Isaac Woodard, un combattant de la Seconde Guerre mondiale qui rentrait au pays, a brutalement incité les législateurs blancs à s'investir dans la protection des droits civiques. Le vétéran décoré, qui était toujours en uniforme, se trouvait à bord d'un bus parti de Géorgie, où il avait été libéré honorablement, et roulant à destination de chez lui en Caroline du Nord. Les soldats présents dans le bus, des Noirs et des Blancs, étaient en train de sociabiliser et de boire quand Woodard demanda au chauffeur du bus de s'arrêter pour qu'il puisse aller se soulager. Le chauffeur refusa d'abord, appelant Woodard « mon garçon ». Woodard lui demanda alors de ne pas parler de cette manière : « Je suis un homme, tout comme vous. »

p.18

Quand ils arrivèrent à l'arrêt suivant, à Batesburg en Caroline du Sud, le chauffeur alla trouver un officier de police pour faire sortir Woodard du bus. Le chef de police, Lynwood Shull, arrêta Woodard et le frappa, enfonça une matraque dans ses yeux, puis jeta l'homme qui était à moitié conscient en prison pour la nuit. Le lendemain, il traina Woodard devant un juge local, qui le déclara coupable de trouble à l'ordre public, lui donna une amende de 50 dollars. Woodard était libre de partir, mais il était incapable de voir et ne sut pas quitter les lieux. Il retourna à la prison pour s'allonger, et dit à Shull qu'il ne se sentait pas bien. Shull alla chercher un docteur, qui recommanda que Woodard soit immédiatement envoyé à l'hôpital des anciens combattants le plus proche, à 48 km de là, à Columbia.

Là-bas, les docteurs confirmèrent que l'agression de Shull avait rendu Woodard définitivement aveugle.¹

Quand le gouvernement de Caroline du Sud refusa d'accuser Shull, la NAACP fit connaître l'affaire Woodard aux personnalités influentes de l'époque. Au mois de juillet, l'acteur Orson Welles lit la déclaration sous serment du soldat blessé dans son émission de radio populaire. Au cours des quatre émissions suivantes, il interpella les autorités de Caroline du Sud pour leur refus d'engager des poursuites. Le 19 septembre 1946, le secrétaire exécutif de la NAACP, Walter Francis White, rencontra le président des États-Unis, Harry S. Truman, dans le Bureau ovale, pour attirer l'attention du président sur le dossier.

Truman était né au Missouri, en 1884, et fut éduqué en tant que démocrate du Sud. Ses premières lettres étaient profondément racistes, mais le cas de Woodard changea quelque chose en lui. Il déclara plus tard, « Quand un maire et un agent de police municipal peuvent faire descendre un... Sergent d'un bus en Caroline du Nord, le battre et lui crever... les yeux, et que rien n'est fait par les autorités de l'État, cela signifie qu'il y a un problème fondamental dans le système. »²

Truman ordonna au Département de la justice d'ouvrir une investigation, et moins d'une semaine plus tard le tribunal fédéral de district inculpa Shull et son complice. Mais dans ce procès, c'est la règle locale qui prévalut : l'audience applaudit lorsqu'un jury composé uniquement d'hommes blancs acquitta Shull après seulement 30 minutes de délibération, acceptant son explication selon laquelle il aurait frappé Woodard, non armé, aux yeux en prétendue légitime défense.

Le président du tribunal Julius Waties Waring, fils d'un vétéran confédéré, fut écoeuré par le verdict du jury et par la foule qui applaudissait. Il commença à réfléchir à la manière de contester légalement la discrimination raciale, quand les jurys blancs au niveau de l'État pouvaient simplement décider d'invalider la loi. De son côté, Truman n'eut pas besoin de tergiverser : le 5 décembre 1946, il mit en place le Comité présidentiel sur les droits civiques, demandant directement à ses membres de trouver des moyens d'utiliser le gouvernement fédéral pour protéger les droits civiques des minorités raciales et religieuses du pays.

Le rapport final du comité recommandait de nouvelles lois fédérales pour répondre aux violences policières, mettre fin au lynchage, protéger les votes, y compris ceux des Natifs américains, et promouvoir l'égalité des droits tout en tenant compte de l'internement des Américains d'origine japonaise ainsi que de la discrimination envers les Noirs américains. Il appelait à « l'élimination de la ségrégation, basée sur la race, la couleur de peau, la confession religieuse ou l'origine nationale, de la vie américaine » et, comme la NAACP l'avait fait, appelait aussi à une campagne publique pour expliquer aux Américains pourquoi il était important de mettre fin à la ségrégation.

Truman savait qu'il ne pouvait pas récolter assez de voix au Congrès pour faire adopter le type de législation recommandé par la commission. Il trouva alors une alternative, et entama le processus visant à établir que l'armée, la fonction publique et les fournisseurs de l'armée ne pouvaient pas faire de discrimination fondée sur la race. En 1948, après que la Convention nationale du Parti démocrate eut approuvé un programme de droits civils en faveur des Noirs américains (provoquant une grève des « *Dixiecrats* » du Sud, mené par le gouverneur de Caroline du Sud, Strom Thurmond) Truman choqua le monde politique en faisant campagne dans le quartier noir de Harlem, à New York. Les critiques estimaient que l'orientation de Truman en faveur des droits civiques anéantirait ses espoirs de réélection, mais les électeurs surprirent tout le monde en le reconduisant à la Maison-Blanche, nous laissant la célèbre photo d'un Truman victorieux brandissant au-dessus de sa tête le *Chicago Daily Tribune*, avec à la une le vœu pieux de la rédaction : Dewey vainc Truman.³

p.20

Avant la seconde investiture de Truman, une autre affaire relative aux droits civiques éclata, une qui contribuerait à faire évoluer les positions sur la question raciale au Congrès. Dans la ville ségréguée de Three Rivers au Texas, la veuve du soldat décoré Félix Longoria voulait organiser une veillée en mémoire de son mari quand son corps fut rapatrié en janvier 1949. Mais le directeur du funérarium local refusa, car « ça ne va pas plaire aux Blancs ».

À environ une heure de là, à Corpus Christi, le docteur mexico-américain Héctor P. García se chargea de l'affaire Longoria. L'année précédente, García avait créé l'*American GI Forum*⁴ pour souligner le fait que les vétérans hispaniques étaient des

Américains qui jouissaient pleinement de leurs droits constitutionnels. Le New York Times reprit l'histoire de Longoria, et à la demande insistante de García, le tout nouveau sénateur du Texas Lyndon B. Johnson intervint pour organiser les funérailles de Longoria au cimetière national d'Arlington avec tous les honneurs militaires. La cérémonie était symbolique, pas seulement sur ce qu'elle disait de l'époque présente, mais aussi sur ce qu'elle disait de l'histoire. Le cimetière d'Arlington fut fondé pendant la guerre de Sécession, sur les terres des plantations du général confédéré Robert E. Lee. Tenir une cérémonie officielle pour Longoria à cet endroit rejetait explicitement l'histoire de la suprématie blanche dans les États du Sud.⁵

Avec Johnson, le mouvement des droits civiques bénéficiait désormais d'une voix influente au sein du Congrès, mais même avec le support de démocrates comme Truman et Johnson, le mouvement ne pouvait pas surmonter le pouvoir des démocrates racistes du Sud. Du fait qu'ils avaient tendance à être réélus pendant des décennies, ces sénateurs occupaient des postes essentiels à la tête de commissions du Congrès, qui étaient attribués sur la base de l'ancienneté. Il revint au républicain Dwight D. Eisenhower, élu en 1952, de trouver un moyen de contourner ce noyau dur raciste.

Eisenhower préférait ne pas bouleverser de façon radicale le statu quo racial du pays, mais il respectait ceux qui s'étaient battus et étaient morts pour la démocratie. Il reconnaissait également que la discrimination raciale donnait aux communistes internationaux un argument puissant pour dénigrer l'idée selon laquelle la démocratie américaine constituait une forme supérieure de gouvernement. En janvier 1954, Eisenhower apporta le soutien de la Cour suprême à la cause des droits civiques en nommant Earl Warren à sa présidence.

p.21

Immédiatement après sa confirmation à la Cour suprême, Warren eut à se prononcer dans une affaire défendue par un avocat de la NAACP, Thurgood Marshall, ainsi que l'avocate active dans le mouvement des droits civiques Constance Baker Motley et d'autres avocats des droits civiques. En 1934, le jeune avocat de Baltimore, Marshall — qui avait hérité de cet amour de la loi par son père, qui était serveur et adorait suivre les affaires judiciaires — avait commencé à travailler avec la NAACP. En 1940, il avait fondé à New York, le Fonds de défense

juridique et éducative, un organisme dépendant de la NAACP. Six ans plus tard, Motley le rejoignait, elle deviendra la première femme noire à plaider devant la Cour suprême et elle est la première femme noire devenue juge fédérale. Ils formaient une équipe très puissante.

Marshall avait auparavant remporté des affaires liées à la discrimination en s'appuyant sur la décision *Plessy v. Ferguson* de 1896, qui autorisait des aménagements « séparés » pour les Américains noirs et blancs tant que ceux-ci étaient « égaux ». Marshall soulignait à quel point les conditions dans les écoles réservées aux Noirs étaient bien plus médiocres que dans les écoles pour Blancs, démontrant ainsi qu'elles violaient l'exigence de « séparés mais égaux » établie par la décision validant la ségrégation raciale. Mais en 1952, avec le soutien du juge Waring, Marshall et Motley s'opposèrent catégoriquement à la ségrégation dans les écoles publiques en soutenant que la ségrégation raciale violait la clause de protection égale du 14^e amendement.

p.22

Cette approche permit au gouvernement fédéral de maîtriser le pouvoir des jurys blancs au niveau des États. La Cour suprême entendit l'argument. En mai 1954, elle rendit deux décisions majeures : *Hernandez v. Texas* déclara que des jurys exclusivement blancs privaient les accusés mexico-américains de la protection égale de la loi, et l'arrêt *Brown v. Board of Education* formula la même conclusion au sujet des écoles ségréguées. En s'appuyant sur le 14^e amendement, la Cour suprême déclara que la discrimination raciale était inconstitutionnelle, à l'unanimité. Cette décision mit le feu aux poudres.

La Cour suprême exigea que le gouvernement fédéral protège l'égalité des droits des citoyens au sein des États. Elle précisa que la clause de protection égale et la clause de procédure régulière du 14^e amendement impliquaient que les protections de la Déclaration des droits s'appliquaient aux États, assurant ainsi la continuité d'un processus que la Cour avait entamé dans les années 40 à travers les efforts de plusieurs personnes nommées par FDR. Les lois d'États discriminatoires étaient donc inconstitutionnelles.

Les Blancs des États du Sud, mirent rapidement en place des écoles uniquement pour les Blancs, connues sous le nom d'académies ségrégationnistes, souvent

fondées avec l'argent public. Les Noirs américains qui s'étaient battus pour l'égalité de leurs droits perdirent leur travail, leur maison, et parfois même leur vie. La montée de la violence réactionnaire de la part des Blancs se manifesta de manière spectaculaire en août 1955, lorsque Roy Bryant et J. W. Milam assassinèrent Emmett Till, un jeune garçon de quatorze ans, originaire de Chicago, qui rendait visite à sa famille dans une petite ville du Mississippi, déjà connue pour sa brutalité envers les personnes noires. Après que la femme de Bryant accusa le garçon de l'avoir draguée, les deux hommes kidnappèrent Till, le frappèrent violemment, le mutilèrent, lui tirèrent une balle à l'arrière de la tête, puis jetèrent son corps dans la rivière Tallahatchie.

Les dirigeants de la NAACP Ruby Hurley, Medgar Evers, et Amzie Moore exigèrent que l'État du Mississippi mène une investigation. La mère de Till, Mamie, insista pour que son fils ait une cérémonie de funérailles à cercueil ouvert, et les photographies de son corps mutilé révélèrent la vulnérabilité des vies noires américaines lorsque l'État choisissait de détourner le regard pendant que des hommes blancs faisaient régner leur propre loi. Lorsqu'un jury composé uniquement d'hommes blancs acquitta Bryant et Milam, l'indignation monta. Les membres de la NAACP organisèrent alors des manifestations de masse à travers tout le pays. Par la suite, les deux hommes reconnurent leur culpabilité et vendirent le récit du meurtre au magazine *Look* contre de l'argent, rendant ainsi évident, même pour ceux qui n'y avaient jusque-là pas prêté attention, à quel point la démocratie américaine était fragile.

p.23

La pression pour l'égalité raciale s'intensifiait. En décembre 1955, Rosa Parks refusa de se déplacer vers la section noire d'un bus à Montgomery, en Alabama, et durant l'année qui suivit, les citoyens noirs de Montgomery et leurs alliés blancs organisèrent des systèmes de covoiturage, des services de taxis, l'utilisation de vélos et même de calèches pour permettre aux Noirs américains d'éviter les moyens de transport soumis à la ségrégation. Les membres du conseil de citoyens blancs attaquèrent ceux qui soutenaient le boycott des autobus de Montgomery et lancèrent des bombes incendiaires sur les maisons des deux pasteurs à la tête du boycott : Ralph Abernathy et Martin Luther King Jr. Lorsque les autorités arrêtaient King et 88 autres dirigeants pour conspiration visant à nuire financièrement à une

entreprise (la compagnie de bus), le boycott devint une affaire nationale. En décembre 1956, la Cour suprême prononça la décision selon laquelle les lois d'États autorisant la ségrégation dans les transports publics étaient inconstitutionnelles.

En 1957, lorsque les neuf étudiants noirs tentèrent de s'inscrire au lycée de Little Rock, dans l'Arkansas, une résistance massive contraignit Eisenhower à fédéraliser la Garde nationale et à envoyer la 101^e division Airbone pour défendre leur droit constitutionnel de s'y inscrire. Le président fit pression sur le Congrès afin de protéger le droit de vote des Noirs, s'appuyant sur l'autorité que lui conférait le quinzième amendement. Lyndon B. Johnson, alors chef de la majorité au Sénat, signa la loi sur les droits civiques de 1957, renforçant le droit de vote des Noirs américains. Bien que Johnson permît aux démocrates du Sud d'édulcorer le projet de loi, Strom Thurmond, à ce moment-là un sénateur de Caroline du Sud exploita une faille dans le règlement du Sénat : aucune règle n'interdisait à un élu de prolonger indéfiniment son discours. Il se lança alors dans la plus longue obstruction parlementaire de l'histoire des États-Unis pour essayer de stopper la mesure.⁶

La tentative de Thurmond échoua. La tendance fédérale était en train de s'inverser.

p.24

La loi sur les droits civiques fut adoptée à la suite d'un vote bipartite de 285 voix contre 126 voix à la Chambre des représentants et de 71 voix contre 18 au Sénat. Une majorité des deux partis s'y était ralliée. À partir de ce moment-là, le gouvernement fédéral s'engageait à protéger les droits des citoyens américains contre les États qui refusaient de reconnaître le principe américain selon lequel toute personne est égale à tout autre et dispose d'un droit de parole au sein de son gouvernement.⁷

¹ Olivia B. Waxman, "How a 1946 Case of Police Brutality against a Black WWII Veteran Shaped the Fight for Civil Rights," *Time*, March 30, 2021; Richard Gergel, *Unexampled Courage: The Blinding of Sgt. Isaac Woodward and the Awakening of President Harry S. Truman and Judge J. Waties Waring* (New York: Sarah Crichton Books, 2019).

² DeNeen L. Brown, "How Harry S. Truman Went from Being a Racist to Desegregating the Military," *Washington Post*, July 26, 2018.

³ Heather Cox Richardson, *To Make Men Free: A History of the Republican Party* (New York: Basic Books, 2021), 296-297.

⁴NDT : une organisation de défense des droits civiques des vétérans latino-américains

⁵ Ignacio M. García, Héctor P. García: *In Relentless Pursuit of Justice* (Houston: Arte Público Press, 2002), 74-139; Patrick J. Carroll, *Felix Longoria's Wake: Bereavement, Racism, and the Rise of Mexican American Activism* (Austin: University of Texas Press, 2003); "Texas Town Offers Apology to Widow," *New York Times*, January 14, 1949.

⁶ Heather Cox Richardson, *How the South Won the Civil War: Oligarchy, Democracy, and the Continuing Fight for the Soul of America* (New York: Oxford University Press, 2020), 158-159.

⁷ "The Civil Rights Act of 1957," History, Art & Archives, United States House of Representatives, <https://history.house.gov/Historical-Highlights/1951-2000/The-Civil-Rights-Act-of-1957/>.

4 Race et impôts



p.25

De 1946 à 1964, ce « consensus libéral » était si populaire que ceux qui s'y sont opposés ont été immortalisés par Charlie le coq, un personnage animé absurde de la série Looney Tunes, avec un fort accent des États du Sud. Dès 1960 le consensus avait l'air si répandu que le scientifique politique Philip Converse conseilla aux candidats politiques de bâtir des coalitions en les scellant par des promesses de dépenses publiques. Il n'y avait plus aucun intérêt, écrivait-il, à tenter de séduire les électeurs en invoquant des visions de principes de la société américaine, puisque presque tous adhéraient désormais au consensus libéral.¹

Mais l'arrêt de la Cour suprême en 1954 dans l'affaire *Brown v. Board of Education* exposa une vulnérabilité importante de ce consensus. L'arrêt lia le gouvernement fédéral actif non seulement à l'égalité économique pour les Américains blancs, mais aussi aux droits civiques. Ce lien permit aux adversaires du consensus libéral de ressusciter une autre lecture de l'histoire américaine que celle qui dominait depuis la Seconde Guerre mondiale. Celle-ci, élaborée par d'anciens confédérés durant les années de la Reconstruction, ne reposait pas sur l'égalité, mais sur une hiérarchie raciale.

Ceux qui cherchaient à démanteler la législation adoptée depuis l'arrivée de FDR au pouvoir soutenaient que le gouvernement fédéral, désormais très actif, détournait l'argent des impôts prélevés sur des hommes blancs travailleurs pour promouvoir les droits civiques de Noirs jugés « peu méritants ». Par exemple, les troupes que le président Eisenhower avait envoyées au lycée Little Rock Central en 1957 avaient coûté assez cher. L'engagement du gouvernement fédéral en faveur des droits civiques a entraîné une redistribution des richesses, selon leurs dires, et relevait donc pratiquement du socialisme.

p.26

Cet argument avait une force redoutable dans les années 1950, alors que les Américains reculaient devant l'influence croissante de l'Union soviétique communiste et de l'ascension de la Chine communiste, mais la peur américaine du socialisme dans les années 50 n'était nullement un produit de son temps. À la place, cette peur avait ressuscité une histoire fausse de la nation, écrite par des

suprémacistes blancs après la guerre de Sécession. L'utilisation du mot socialisme par ceux qui s'opposaient au consensus libéral, n'avait quasiment rien à voir avec le socialisme international actuel, qui s'était développé à la fin du dix-neuvième siècle et fit irruption sur la scène nationale lorsque la révolution russe de 1917 renversa le Tsar Nicolas II. Le socialisme international est basé sur les idées du théoricien politique de la moitié du 19e siècle, Karl Marx. Il croyait que comme les riches avaient écrasé la classe ouvrière lors du capitalisme tardif, le peuple se soulèverait pour prendre le contrôle des moyens de production comme les usines, les fermes, les services publics et ainsi de suite.

Cette théorie n'a jamais été populaire aux États-Unis. Bien que le pays comptait quelques maires socialistes et même deux membres du Congrès qui se trouvaient être des socialistes avérés (Victor Berger du Wisconsin et Meyer London de New York) au début du 20e siècle, le mieux qu'un candidat socialiste ait pu faire lors d'une élection présidentielle reste la performance d'Eugene V. Debs, qui obtint environ 6 % du vote populaire en 1912 avec près de 900 000 voix. Même à cette époque, bien que Debs se qualifiait lui-même de socialiste, ce n'est pas certain qu'il prônait une prise en main nationale de l'industrie autant qu'il réclamait un gouvernement au service des citoyens ordinaires plutôt que des très riches.

En Amérique, l'utilisation du mot socialisme apparut bien avant la révolution russe. En 1871, pendant la période de Reconstruction qui suivit la guerre de Sécession, les suprémacistes blancs des États du Sud s'approprièrent un terme jusque-là employé de manière générale pour désigner des communautés utopiques et lui donnèrent une signification politique spécifique au contexte américain.

p.27

Pendant la guerre de Sécession, les républicains alors responsables du gouvernement créèrent l'impôt fédéral sur le revenu et abolirent l'esclavage légal (sauf s'il s'agissait d'une punition pour crime). Pour la première fois dans l'histoire des États-Unis, le fait de voter eut un impact direct dans les portefeuilles des citoyens, et les démocrates opposés à l'administration de Lincoln insistèrent sur le fait que cet impôt détruirait les travailleurs blancs. Plus tard, en 1867, le Congrès adopta les lois de reconstruction militaires, étendant le droit de vote aux hommes noirs au sein des États et, en 1870, protégea ce droit par le 15^e amendement de la Constitution.

Les Blancs du Sud, qui détestaient l'idée que des hommes noirs puissent utiliser leur vote pour se protéger, commencèrent à terroriser leurs voisins noirs. Se faisant passer pour les fantômes des soldats confédérés morts au combat, ils s'habillèrent de tuniques blanches et de capirotes pour couvrir leur visage et mirent en garde les anciens esclaves de ne pas se présenter aux urnes. Mais en 1870, le Congrès créa le Département de la justice pour permettre au gouvernement fédéral de protéger le droit de vote des hommes noirs. Le procureur général, sous la présidence d'Ulysses S. Grant, se donna pour mission de détruire le Ku Klux Klan.

L'année suivante, en 1871, les Blancs inchangés du Sud commencèrent à affirmer qu'ils s'opposaient au droit des Noirs, non pour des raisons raciales (ce qui était devenu inconstitutionnel et entraînait des peines de prison à la suite de poursuites engagées par le Département de la justice) mais pour des raisons économiques. Ils ne voulaient pas que les hommes noirs votent car, selon eux, les anciens esclaves étaient pauvres et votaient pour des dirigeants qui promettaient de construire des infrastructures telles que des routes et des hôpitaux. Cependant, ces investissements publics ne pouvaient être financés que par des prélèvements fiscaux, et, dans le Sud après la guerre, les seules personnes possédant des propriétés étaient des Blancs. Par conséquent, le vote des Noirs équivalait à une redistribution des richesses des Blancs vers les Noirs, qui voulaient obtenir quelque chose sans rien donner en échange. Le vote des Noirs était, selon un magazine populaire, « le socialisme en Caroline du Sud ».²

Immédiatement après la guerre, les républicains qui s'étaient battus aux côtés de collègues noirs, ainsi que ceux qui considéraient les Noirs américains comme les seules personnes fidèles et loyales dans les États du Sud, insistèrent pour que les personnes noires soient vues comme égales devant la loi. Mais l'idée que les travailleurs pauvres étaient dangereux trouvait écho auprès des habitants des États du Nord qui avaient auparavant soutenu les droits des Noirs, tandis que les Américains de naissance commencèrent à s'inquiéter d'une nouvelle vague d'immigration venue d'Europe du Sud et de l'Est. Les nouveaux venus — Italiens, Polonais, catholiques, juifs, des gens qui portaient les costumes de leurs terres natales et parlaient des langues inhabituelles — paraissaient étrangers aux anciens habitants des villes du Nord où beaucoup d'entre eux s'étaient installés. De

nombreux Américains de naissance en pleine ascension sociale estimaient qu'interdire l'accès au vote aux personnes pauvres, en l'occurrence aux immigrants, était une bonne idée.

Ainsi, avec une méfiance grandissante envers les électeurs pauvres qui voulaient un investissement public financé par les impôts, les républicains, qui avaient auparavant reconnu que le droit de vote était primordial pour que les Noirs américains puissent protéger leurs intérêts, commencèrent à détourner le regard pendant que les anciens confédérés tenaient leurs voisins noirs éloignés des urnes. Le vote des personnes noires ralentit, puis s'arrêta totalement.³

Cherchant à s'opposer à l'action gouvernementale qu'ils qualifiaient de socialisme, les démocrates du Sud, après la guerre civile célébrèrent le cow-boy américain, qui, en 1866, conduisait le bétail depuis la frontière entre le Texas et le Mexique, à travers les plaines en direction du nord, jusqu'aux postes militaires et aux gares terminales ferroviaires.

Selon eux, les cowboys étaient de vrais Américains qui ne voulaient rien de la part du gouvernement, seulement être tranquilles. La presse démocrate fonda le mythe de ces cow-boys identifiés comme des hommes blancs (en réalité, un tiers des cow-boys étaient des hommes de couleur) qui devaient travailler dur pour gagner leur salaire quotidien, indépendamment du gouvernement tout en devant affronter les guerriers, les Mexicains et les voleurs de bétail qui tentaient de les arrêter. Même si le gouvernement achetait le bétail, finançait les chemins de fer, et combattaient les Amérindiens qui s'opposaient à ces lignes ferroviaires.⁴

Ce cow-boy mythique captiva l'imagination de la nation dans les années 1870, incarnant l'antithèse de ce que les démocrates du Sud considéraient comme un socialisme soutenu par le gouvernement dans l'Est. Il continua de vivre avec Buffalo Bill et son Wild West Show et grâce à la littérature et aux films qui ont dépeint les vrais Américains en tant qu'hommes indépendants, ignorant les habitants de la ville qui construisaient les communautés que les cow-boys étaient théoriquement censés protéger. Le cow-boy serait un propagandiste efficace pour ceux qui s'opposaient au consensus libéral dans les années 50 et 60.

Et ils avaient besoin de quelque chose qui pourrait attirer les électeurs, car dans les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, ceux qui étaient impatients de démanteler le consensus libéral avaient du mal à faire accepter leurs idées. En 1951, William F. Buckley Jr., un fils de pétrolier qui venait tout juste de sortir de Yale, était tellement frustré que les électeurs continuent de choisir des dirigeants qui renforçaient les principes de régulation étatique de l'économie, la mise en place d'un filet de protection sociale et la promotion d'infrastructures (à ce moment-là le gouvernement ne faisait pas grand-chose pour protéger les droits civiques) qu'il prit position contre les principes des Lumières sur lesquels les États-Unis avaient été fondés.

Les penseurs des Lumières avaient rejeté la direction basée sur la religion ou la naissance, arguant plutôt que la société avançait quand les gens faisaient de bons choix après avoir entendu des arguments basés sur des faits. Mais selon Buckley, cette idée des Lumières devait être remplacée, comme il l'avait fait valoir dans son livre *God and Man at Yale: The Superstitions of "Academic Freedom"*, car les Américains continuaient de choisir le consensus libéral, ce qui, dans son esprit, était de toute évidence une erreur. Il conclut que les universités de la nation devaient arrêter d'utiliser les arguments basés sur les faits qui, il insistait, menaient « à la laïcité et au collectivisme » et à la place, enseigner les valeurs du christianisme et de l'individualisme. Son idéologie traditionnelle allait créer, selon lui, des citoyens qui voteraient contre le « conformisme » du consensus libéral. À la place, ils créeraient un nouveau conformisme de la religion et l'idéologie des marchés libres.⁵

Buckley et son beau-frère, L. Brent Bozell Jr., héritèrent d'un courant de pensée catholique qui divisait le monde entre chrétiens et communistes (ces derniers étant aidés par les juifs, selon les antisémites qui adhéraient à cette théorie) qui étaient en guerre pour le contrôle du monde. À leurs yeux, le consensus libéral agissait du côté du mal et ils élaborèrent un plan pour le détruire. Dans leur livre écrit en 1954 : *McCarthy and His Enemies*, qui défendait le sénateur du Wisconsin Joseph McCarthy pour ses attaques sur des communistes présumés au sein du gouvernement, les auteurs divisèrent l'Amérique en deux groupes.⁶

D'un côté il y avait les « Libéraux », qu'ils considéraient fondamentalement comme des communistes (ils mirent le mot en majuscule pour le faire ressembler au Parti du communiste chinois, qui était dans l'esprit de tout le monde après la prise de pouvoir du gouvernement chinois en 1949). Il ne s'agissait pas d'un petit groupe de conspirateurs, mais d'une grande majorité d'Américains. N'importe qui, républicain ou démocrate qui croyait que le gouvernement devrait réguler les affaires, protéger le bien-être social, promouvoir les infrastructures, protéger les droits civiques, et qui croyait aux arguments fondés sur les faits.

De l'autre côté, il y avait les quelques personnes que Buckley et Bozell appelaient les « Conservateurs » en écho au *Manifeste conservateur* de 1937. Ils voulaient que l'Amérique revienne au monde des années 1920 afin de préserver la capacité des hommes d'affaires à diriger l'économie comme ils l'entendaient. Selon l'argument de Buckley, les entrepreneurs pouvaient obtenir le soutien des traditionalistes religieux, moins intéressés par la déréglementation économique que par l'inversion de la tendance vers des valeurs libérales. Les traditionalistes pensaient que le libéralisme gouvernemental sapait la religion en affaiblissant les structures familiales traditionnelles et les hiérarchies sociales qui plaçaient les hommes à la tête de leur famille de la même manière que Dieu gouvernait le monde. Ainsi, croyaient-ils, le consensus libéral servait le mal. Le gouvernement devait soutenir fermement ce qu'ils appelaient le « libre marché » et la « religion » : ces valeurs n'étaient pas négociables.

Buckley et Bozell reconnaissaient qu'ils cherchaient à renverser le système de croyances partagées qui avait stabilisé le pays, et qu'ils le faisaient sur une base idéologique. Cela constituait l'exact opposé du véritable conservatisme, tel qu'Edmund Burke l'avait conçu pour s'opposer à un gouvernement fondé sur l'idéologie, et les lecteurs de l'époque notèrent que ce plan était, en réalité, radical. Il s'agissait d'un mouvement politique, qui deviendrait bientôt connu sous le nom de « mouvement conservateur ».⁷

La plupart des Américains n'y adhèrent pas. Ils savaient ce que les hommes d'affaires feraient à l'économie s'ils n'étaient pas encadrés : ils avaient vu la misère et la faim durant la Grande Dépression. Les Américains se moquaient de l'idée selon laquelle le système du *New Deal*, qui avait réussi à maintenir le pays à flot

dans les années 1930 puis à financer la Seconde Guerre mondiale, était une mauvaise idée. Ils regardaient autour d'eux, leurs maisons, les voitures de couleur bonbon qu'ils conduisaient sur les nouvelles autoroutes interétatiques construites dans le cadre de ce qui était alors le plus vaste programme de travaux publics de l'histoire des États-Unis, leurs salaires soutenus par les syndicats dans une nation atteignant un produit intérieur brut sans précédent, et rejetaient le mouvement conservateur comme une frange radicale.

Mais la décision *Brown v. Board of Education* de 1954 ressuscita la figure mythique du cow-boy, désormais portée par la puissance extraordinaire de la télévision, comme un vecteur particulièrement efficace du mouvement conservateur. En 1959, vingt-six séries westerns étaient diffusées à la télévision et, au cours d'une semaine de mars 1959, huit des programmes les plus regardés étaient des westerns. En septembre 1959, les téléspectateurs découvrirent Bonanza, la première série télévisée tournée en couleur, qui grimpa rapidement dans les classements et se maintint à l'antenne pendant quatorze saisons. Bonanza racontait l'histoire de Ben Cartwright, patriarche à la tête d'un ranch de plus de deux cent mille hectares, entouré de ses trois fils issus de mères différentes, toutes décédées, laissant le plus jeune, l'impétueux Little Joe (interprété par Michael Landon) orphelin de mère dès l'âge de quatre ans. Des westerns comme Bonanza mettaient en scène un univers masculin de cow-boys travailleurs, protégeant leurs terres contre les malfaiteurs. Les cow-boys n'avaient pas besoin de l'aide du gouvernement : ils faisaient régner leur propre loi, révolver à la main. Ils contribuaient même à maintenir l'ordre dans des villes voisines pourtant dotées d'un gouvernement.⁸

La mythologie du cow-boy imprégna rapidement la politique de droite. En 1958, le sénateur républicain de l'Arizona, Barry Goldwater, accéda brutalement à la notoriété après avoir accusé le porte-étendard de son propre parti, le président Dwight Eisenhower, de céder au « chant des sirènes du socialisme ». Goldwater était issu d'un milieu aisé, sa famille de commerçants avait profité de l'afflux de fonds fédéraux liés à la construction de barrages en Arizona, mais il se présenta pourtant dans les médias comme un cow-boy, racontant comment sa famille était arrivée en Arizona à une époque où « il n'existait aucun système fédéral de protection sociale, aucune assurance-emploi imposée par le gouvernement fédéral,

aucune agence fédérale chargée de surveiller la pureté de l'air, de la nourriture que nous mangions ou de l'eau que nous buvions », et où « tout ce qui était fait, nous le faisons nous-mêmes ». Goldwater s'opposa à la décision *Brown v. Board of Education* ainsi qu'à la décision d'Eisenhower de recourir à l'armée pour déségréguer le lycée Central de Little Rock.⁹

Avec Goldwater, le mouvement conservateur et la mythologie raciste de l'après-guerre de Sécession convergèrent. Dans l'espoir de propulser Goldwater à la présidence en 1960, ses partisans engagèrent Bozell pour rédiger une plateforme politique à son intention. Publié sous le nom de Goldwater sous la forme d'un livre, le texte parut sous le titre *The Conscience of a Conservative*. Associant l'opposition à la défense fédérale des droits civiques à la haine du mouvement conservateur envers la régulation des entreprises, l'ouvrage dépassait le simple programme partisan : il constituait un véritable manifeste contre le consensus libéral.¹⁰

Tout comme le « Manifeste conservateur » de 1937, *The Conscience of a Conservative* défendait les droits des États face au pouvoir fédéral. Il niait également la capacité de la Cour suprême à utiliser le quatorzième amendement pour protéger les droits civiques, ou même à recourir à la clause de commerce de la Constitution pour réglementer l'activité économique. Mais en 1960, à la différence de 1937, ceux qui étaient déterminés à détruire le consensus libéral disposaient d'un atout supplémentaire : le racisme.

¹ Angus Campbell et al., *The American Voter* (Chicago: University of Chicago Press, 1960); Heather Cox Richardson, *How the South Won the Civil War: Oligarchy, Democracy, and the Continuing Fight for the Soul of America* (New York: Oxford University Press, 2020), 150.

² Heather Cox Richardson, *The Death of Reconstruction: Race, Labor, and Politics in the Post-Civil War North, 1865-1901* (Cambridge: Harvard University Press, 2001), 83-121; *Nation*, April 16, 1874, 247-248.

³ Heather Cox Richardson, *To Make Men Free: A History of the Republican Party* (New York: Basic Books, 2021), 131-137.

⁴ Heather Cox Richardson, *West from Appomattox: The Reconstruction of America after the Civil War* (New Haven, CT: Yale University Press, 2007), 69-77.

⁵ William F. Buckley Jr., *God and Man at Yale: The Superstitions of "Academic Freedom"* (Chicago: Regnery Books, 1951).

⁶ Charles R. Gallagher, *Nazis of Copley Square: The Forgotten Story of the Christian Front* (Cambridge, MA: Harvard University Press, 2021).

⁷ Richardson, *To Make Men Free*, 330-335.

⁸ "Westerns," *Time*, March 30, 1959.

⁹ Rick Perstein, *Before the Storm: Barry Goldwater and the Unmaking of the American Consensus* (New York: Hill and Wang, 2001), 19-42.

¹⁰ Barry Goldwater and L. Brent Bozell Jr., *The Conscience of a Conservative* (Victor Publishing Co., 1960).

5 Nixon et la stratégie du Sud

p.33

Les démocrates, eux aussi, cherchaient à comprendre comment répondre à l'évolution du paysage racial du pays. Goldwater avait refusé de se présenter à l'élection présidentielle de 1960, et les républicains se tournèrent alors vers le vice-président d'Eisenhower, Richard M. Nixon, qui fut battu par le démocrate John F. Kennedy. Lorsque Kennedy entra en fonctions en janvier 1961, son puissant discours d'investiture appela les Américains à s'unir pour entamer une nouvelle ère, se référant à la Déclaration d'indépendance en promettant d'apporter la liberté au monde. Mais des observateurs attentifs remarquèrent qu'il n'évoqua pas la question de la justice raciale sur le plan intérieur.¹

James Meredith, vétéran noir du Mississippi, faisait partie de ces observateurs attentifs.

Il était également, comme il le rappela plus tard, « fermement convaincu que seule une épreuve de force entre l'État et le gouvernement fédéral pouvait me permettre, à moi ou à quiconque, de » m'inscrire avec succès, et de mener à terme un cursus, dans une université publique. Il se promit donc de mettre à l'épreuve la détermination du jeune président, qui parlait avec tant d'inspiration du flambeau transmis « à une nouvelle génération d'Américains », que Kennedy décrivait comme « refusant d'assister passivement ou de tolérer l'érosion progressive de ces droits humains auxquels cette nation a toujours été attachée ».

Le lendemain de l'entrée en fonctions de Kennedy, Meredith entama la procédure de candidature pour étudier à l'université du Mississippi, réservée aux Blancs. Après s'être vu refuser l'admission à deux reprises, Meredith commença à travailler avec Medgar Evers, directeur de la NAACP dans le Mississippi, et avec et avec le Fonds de défense juridique et d'éducation de la NAACP. Le 31 mai 1961, Meredith poursuivit l'université en justice pour obtenir son admission.

p.34

La Cour d'appel des États-Unis pour le cinquième circuit décida que Meredith avait le droit de s'inscrire à Ole Miss à l'automne 1962, plaçant Kennedy dans une position délicate. Il dut choisir entre les démocrates urbains du Nord, partisans du consensus libéral, et les suprémacistes blancs du Sud. Son procureur général (et

frère), Robert F. Kennedy, lui dit que le gouvernement n'avait pas le choix : il devait faire appliquer la décision de la Cour suprême exigeant la déségrégation raciale.

Le département de la Justice ordonna à l'établissement d'inscrire Meredith. Le gouverneur du Mississippi, Ross Barnett, s'opposa physiquement à l'inscription de Meredith. Les suprémacistes blancs accoururent sur le campus pour se « rallier à la cause de la liberté », selon les mots de l'un de leurs sympathisants, le général de division Edwin Walker. Ils devinrent de plus en plus violents, tuèrent deux hommes, en blessèrent d'autres et détruisirent des biens. Après près d'une journée d'émeutes, l'armée arriva et arrêta trois cents personnes, brisant ainsi la résistance.

Meredith s'inscrivit à Ole Miss le 1er octobre. Son premier cours porta sur l'histoire américaine.

Kennedy avait mis toute la force du gouvernement fédéral au service de la déségrégation, et le mouvement conservateur traita promptement son procureur général et lui de communistes : « Les frères Castro », une référence aux révolutionnaires communistes de Cuba, étaient à Ole Miss, pouvait-on lire sur un autocollant pour voiture.²

Cette assimilation des droits des Noirs au communisme attisa une telle colère au sein de l'aile droite des États du Sud que Kennedy se sentit obligé de se rendre à Dallas, au Texas, en novembre 1963, pour arrondir les angles au sein du Parti démocrate de l'État. Au matin du 22 novembre, le Dallas Morning News publia un tract affirmant que le président était recherché pour « trahison », pour avoir « trahi la Constitution » et pour avoir apporté « soutien et encouragement aux émeutes raciales d'inspiration communiste ». Kennedy avertit son épouse, Jacqueline, qu'ils « entraient aujourd'hui dans le pays des cinglés ». Ce fut le cas, et il paya de sa vie cette tentative d'imposer le consensus libéral.³

Lorsque Meredith retourna à Ole Miss pour le second semestre, il nota qu'il le faisait non pas en tant qu'homme noir, mais selon ses propres termes, en tant que « citoyen américain ». Pendant ce temps, les défenseurs des droits des Noirs redoublèrent d'efforts pour inscrire les électeurs et organiser les communautés afin de soutenir le changement politique, dans ce qui devint le « Freedom Summer » aussi connu sous le nom d'« Été de la Liberté » de 1964.

Comme seulement 6,7 % des Noirs du Mississippi étaient inscrits sur les listes, l'État devint un point focal. Sous la direction de Bob Moses, un enseignant de New York qui avait commencé son travail sur le vote au Mississippi en 1961, des bénévoles entreprirent d'inscrire les électeurs.

Alors qu'ils commençaient à peine, le 21 juin, trois travailleurs pour le droit de vote disparurent près de Philadelphie, dans le Mississippi. Il s'agissait de James Chaney, 21 ans, un organisateur noir du Mississippi ; Michael Schwerner, 24 ans, un militant juif blanc des droits civiques originaire de New York qui avait déclenché la colère du Ku Klux Klan local ; et Andrew Goodman, 20 ans, un autre travailleur juif des droits civiques de New York, arrivé en ville la veille seulement, et qui avait envoyé une carte postale à ses parents disant : « C'est une ville merveilleuse et il fait beau. »⁴

Personne ne sut où ils étaient passés, mais personne — à l'exception des suprémacistes blancs qui affirmaient que ces hommes s'étaient délibérément cachés pour faire l'actualité — n'imagina que cela pût être un endroit sûr. Le président Lyndon B. Johnson, qui avait accédé à la présidence après le meurtre de Kennedy, et le procureur général Kennedy ordonnèrent au FBI de retrouver les agents électoraux disparus. Ils échouèrent d'abord à retrouver ces trois hommes, mais leurs recherches révélèrent les corps de huit Noirs américains assassinés, dont au moins deux participaient également à l'inscription des électeurs sur les listes. À mesure que la colère populaire face à ces disparitions grandit, Johnson fit pression sur le Congrès pour qu'il adopte la loi sur les droits civiques de 1964, en partie pour faciliter l'inscription sur les listes électorales. Il promulgua la loi le 2 juillet.⁵

p.36

Le 16 juillet, Goldwater s'attaqua à la protection gouvernementale des droits des Noirs lorsqu'il lança officiellement sa campagne pour la présidence de 1964. Un peu plus de trois semaines après la disparition de Chaney, Schwerner et Goodman, alors qu'ils étaient toujours portés disparus, Goldwater arpenta la scène de la Convention nationale républicaine pour accepter l'investiture. Il déclara aux délégués que « l'extrémisme dans la défense de la liberté n'est pas un vice. Et... la modération n'a rien d'une vertu lorsque l'on cherche la justice. »⁶

L'éminent sénateur ségrégationniste de Caroline du Sud, Strom Thurmond, qui avait pratiqué l'obstruction parlementaire contre la loi sur les droits civiques de 1957, soutint publiquement Goldwater, et ce furent les voix des délégués de Caroline du Sud qui scellèrent sa nomination. Des délégués blancs de la convention mirent le feu au manteau d'un délégué noir. Horrifié par ce tournant du Parti républicain, Jackie Robinson — qui fut le premier joueur noir de baseball de la Ligue majeure depuis des générations et qui avait fait face à énormément de défis : des violences physiques aux menaces de mort — affirma plus tard : « Je crois maintenant savoir ce que l'on ressentait en tant que Juif dans l'Allemagne d'Hitler. » ⁷

Le 4 août, les corps disparus de Chaney, Schwerner et Goodman furent retrouvés enterrés dans un barrage en terre près de Philadelphie, dans le Mississippi. Des membres du Ku Klux Klan, dont au moins l'un était agent des forces de l'ordre, les avaient assassinés.⁸

Ceux qui défendaient le consensus libéral et le pouvoir du gouvernement fédéral à le faire respecter estimèrent qu'ils défiaient directement le pouvoir des dangereux « Charlie le coq » du Sud. Trois semaines après la découverte des corps, les démocrates nommèrent Lyndon B. Johnson comme candidat à la présidence, déclarant : « L'Amérique est une seule nation, un seul peuple. Le bien-être, le progrès, la sécurité et la survie de chacun d'entre nous résident dans le bien commun... [et] la démocratie... repose sur la confiance que l'on peut accorder aux gens en matière de liberté. » Ils rejetèrent « ceux qui font commerce de la peur, de la haine, du mensonge et de la violence » et invitèrent tous les Américains « qui croient que l'esprit partisan étroit tient trop peu compte de l'ampleur de notre tâche » à voter pour Johnson.⁹

p.37

Ils l'emportèrent, et ce fut une victoire écrasante. Goldwater ne gagna que son propre État, l'Arizona, ainsi que, de façon inquiétante, cinq États du Vieux Sud : la Louisiane, le Mississippi, l'Alabama, la Géorgie et la Caroline du Sud, qui n'avaient pas voté pour un Républicain depuis la Reconstruction. Dans ces États, les suprémacistes blancs empêchaient les habitants noirs de s'inscrire sur les listes électorales.

Après l'élection, les Noirs américains furent déterminés à donner vie aux dispositions sur le droit de vote de la loi sur les droits civiques de 1964. Les militants pour le droit de vote, qui tentaient depuis des années d'enregistrer des électeurs, intensifièrent leurs efforts. À Selma, en Alabama, les habitants noirs étaient plus nombreux que les blancs parmi les 29 500 résidents, mais les listes électorales de la ville restaient blanches à 99 %. Les forces de l'ordre blanches harcelaient et arrêtaient régulièrement les militants. Le 18 février 1965, la police locale, les adjoints du shérif et les *state troopers*¹⁰ de l'Alabama battirent et abattirent un jeune homme noir non armé de vingt-six ans, Jimmie Lee Jackson, qui manifestait pour le droit de vote dans sa ville natale de Marion, à une quarantaine de kilomètres au nord-ouest de Selma. Jackson mourut huit jours plus tard.¹¹

Pour tenter d'apaiser la colère de la communauté, les dirigeants noirs de Selma organisèrent une marche. Ils parcoururent les 87 km séparant Selma de la capitale de l'État, Montgomery, afin d'attirer l'attention sur ce meurtre et sur la privation du droit de vote.

Le 7 mars 1965, les marcheurs se mirent en route. Lorsqu'ils traversèrent le pont Edmund Pettus, nommé d'après un brigadier général confédéré, ayant le grade de Grand dragon du Ku Klux Klan d'Alabama¹² et sénateur américain opposé aux droits des Noirs, les forces de l'ordre les accueillirent avec des matraques, des fouets et des gaz lacrymogènes. Le crâne du jeune militant John Lewis fut fracturé et la dirigeante du mouvement pour le droit de vote Amelia Boynton fut battue jusqu'à l'inconscience. Une photographie de presse montrant Boynton, âgée de cinquante-quatre ans, apparemment morte dans les bras d'un autre manifestant, illustra la déprivation de ceux qui s'obstinaient à préserver la hiérarchie raciale de la nation.

p.38

Les images du « Bloody Sunday », diffusées sur les chaînes nationales, horrifièrent le pays. Le 15 mars, le président Lyndon B. Johnson s'adressa à une session conjointe du Congrès, retransmise à l'échelle nationale, pour demander l'adoption d'une loi nationale sur le droit de vote.

« Leur cause devait être aussi la nôtre », déclara-t-il. « Nous devrions tous... surmonter l'héritage paralysant du fanatisme et de l'injustice. » Il s'interrompit, puis fixa droit devant lui : « Et nous triompherions. »¹³

Deux jours plus tard, il soumit au Congrès un projet de loi sur le droit de vote, et 6 août il signa la loi sur le droit de vote de 1965. En évoquant « l'outrage de Selma », il rappela : « Ce droit de vote est le droit fondamental sans lequel tous les autres sont dénués de sens. Il donne aux individus le contrôle sur leur propre destinée. »¹⁴

Cette loi autorisait la surveillance fédérale des inscriptions électorales dans les districts où les Noirs américains étaient historiquement sous-représentés. Johnson fit le serment de la faire respecter.

Le ralliement des Démocrates au vote noir laissa orphelins les suprémacistes blancs du Sud comme Thurmond, qui s'étaient déjà organisés sous le nom de *Dixiecrats* en 1948 et avaient soutenu Barry Goldwater en 1964. Après l'adoption de la loi sur le droit de vote, les plus extrémistes d'entre eux fondèrent leur propre parti politique autour du gouverneur d'Alabama George Wallace, qui, en 1963, avait lancé le slogan : « La ségrégation maintenant, la ségrégation demain, la ségrégation pour toujours. »¹⁵

Mais d'autres membres de l'ancien « Sud solide » se montrèrent ouverts à un changement de parti. Lorsqu'il se présenta à l'élection présidentielle de 1968, le candidat républicain Richard M. Nixon comprit qu'il devait rallier certains Démocrates désenchantés pour espérer l'emporter. Adoptant ce qu'on appela plus tard la « stratégie du Sud », Nixon se rendit en Caroline du Sud pour convaincre Thurmond de rendre permanent son ralliement au Parti républicain. En échange, il promit de cesser d'utiliser le gouvernement fédéral pour imposer la déségrégation dans les États et de fermer les yeux tandis que les Blancs du Sud créaient des académies ségrégationnistes, qui connurent un tel succès qu'en 1974, 750 000 élèves blancs s'inscrivirent dans les 3 500 académies ségrégationnistes du Sud. À mesure que les élèves blancs quittaient les écoles publiques, les fonds les suivaient. Les écoles qui instruisaient les élèves restants, pour la plupart noirs mais comprenant quelques enfants blancs, se retrouvèrent avec de très rares ressources.¹⁶

La stratégie du Sud marqua le renversement des positions des partis sur la question de la race. Johnson savait ce que cela signifiait : que la marche de la nation vers l'égalité fournirait une arme à un certain type d'hommes politiques pour accéder au

pouvoir. Dans un hôtel du Tennessee, après une journée passée à voir des insultes raciales griffonnées sur des panneaux et une soirée au bourbon, Johnson expliqua les panneaux à son jeune assistant Bill Moyers : « Je vais te dire ce qu'il y a derrière tout ça », dit-il. « Si tu peux convaincre l'homme blanc le plus vil qu'il est supérieur au meilleur des hommes de couleur, il ne s'apercevra pas que tu lui fais les poches. Bon sang, donne-lui quelqu'un à mépriser, et il videra ses poches pour toi. »¹⁷

Le décor était planté, par la rhétorique et la politique, pour la montée de l'autoritarisme.

¹ John F. Kennedy, "Inaugural Address," January 20, 1961, American Presidency Project.

² James Meredith, *Three Years in Mississippi* (Oxford: University Press of Mississippi, 2019), 45-56; BBC, "1962: Mississippi Race Riots over First Black Student," [news.bbc.co.uk/onthisday/hi/dates/stories/october/1/newsid_2538000/2538169.stm](https://www.bbc.co.uk/news/bbc.co.uk/onthisday/hi/dates/stories/october/1/newsid_2538000/2538169.stm); Heather Cox Richardson, *To Make Men Free: A History of the Republican Party* (New York: Basic Books, 2021), 351.

³ "JFK Told Jackie 'Nobody Can Stop' an Assassination Attempt," *Parade*, November 15, 2013; Bill Minutaglio, "Tea Party Has Roots in the Dallas of 1963," *Washington Post*, November 21, 2013; Edward H. Miller, *Nut Country: Right-Wing Dallas and the Birth of the Southern Strategy* (Chicago: University of Chicago Press, 2015), 121-128.

⁴ James Meredith with William Doyle, *A Mission from God: A Memoir and a Challenge for America* (New York: Atria Books, 2012), 183-184.

⁵ Jerry Mitchell, "Congressional Honor Sought for Freedom Summer Martyrs," *Clarion-Ledger*, February 3, 2014; Mo Banks, "Civics for Change: Freedom Summer 1964," June 17, 2022, Andrew Goodman Foundation.

⁶ Barry Goldwater, "Address Accepting the Presidential Nomination at the Republican National Convention in San Francisco," July 16, 1964, American Presidency Project.

⁷ Matthew Delmont, "When Jackie Robinson Confronted a Trump-Like Candidate," *Atlantic*, March 19, 2016.

⁸ "Mississippi Burning," Federal Bureau of Investigation, fbi.gov/history/famous-cases/mississippi-burning.

⁹ "1964 Democratic Party Platform," August 24, 1964, American Presidency Project.

¹⁰ NDT: policiers d'État

¹¹ "Jimmie Lee Jackson," Southern Poverty Law Center, splcenter.org/jimmie-lee-jackson.

¹² NDT : chef de l'organisation au niveau de l'État

¹³ Lyndon B. Johnson, "Special Message to the Congress: The American Promise," March 15, 1965, American Presidency Project; Colleen Shogan, " 'We Shall Overcome': Lyndon Johnson and the 1965 Voting Rights Act," White House Historical Association, whitehousehistory.org/we-shall-overcome-lbj-voting-rights.

¹⁴ Lyndon B. Johnson, "Remarks in the Capitol Rotunda at the Signing of the Voting Rights Act," August 6, 1965, American Presidency Project.

¹⁵ "Inaugural Address of Governor George Wallace, Which Was Delivered at the Capitol in Montgomery, Alabama," Alabama Department of Archives & History, digital.archives_alabama.gov/digital/collection/voices/id/2952/.

¹⁶ Mary C. Brennan, *Turning Right in the Sixties: The Conservative Capture of the GOP* (Chapel Hill: University of North Carolina Press, 1995), 122-128; Richard Nixon, *RN: The Memoirs of Richard Nixon* (New York: Grosset & Dunlap, 1978), 302-305, 312-313; Randall Balmer, "The Real Origins of the Religious Right," *Politico*, May 27, 2014; Maurice Isserman and Michael Kazin, *America Divided: The Civil War of the 1960s* (New York: Oxford University Press, 2000), 272-274.

¹⁷ Bill D. Moyers, "What a Real President Was Like," *Washington Post*, November 13, 1988.



p. 41

6 Polarisation positive

En courtisant les suprémacistes blancs, on commença à s'appuyer sur les peurs des électeurs, ce qui divisa efficacement le pays entre les prétendus bons Américains et ceux qui cherchaient prétendument à le détruire.

Les responsables médias de Nixon jugèrent bon d'atteindre les électeurs par l'émotion plutôt que par la raison. « Les électeurs sont fondamentalement paresseux », écrivit l'un d'eux. « La raison exige un haut degré de discipline, de concentration ; l'impression est plus simple... Les émotions sont plus facilement atteintes, plus proches de la surface, plus malléables. »¹

Ces responsables avaient besoin de créer un « autre », et ils trouvèrent un faire-valoir évident, non seulement dans l'activisme noir, mais aussi dans la montée de la nouvelle gauche dans les années 1960. Les campus universitaires étaient inondés de jeunes adultes nés après la Seconde Guerre mondiale, les dénommés baby-boomers, et beaucoup étaient horrifiés par les excès du communisme lors des purges de Joseph Staline en Union soviétique, et tout aussi dégoûtés par le consensus libéral que l'étaient les conservateurs du Mouvement. Témoins des troubles raciaux chez eux et des luttes coloniales à l'étranger, tout en vivant sous la menace d'une guerre nucléaire, ils avaient perdu l'espoir que les travailleurs n'instaurent jamais une forme de gouvernement plus juste.

Au lieu de cela, les dirigeants de la nouvelle gauche appelèrent à « une démocratie de participation », qui valorisait l'individualisme et la créativité du travail plutôt que l'organisation politique, pour renverser les systèmes injustes de la nation. En 1964, les étudiants de l'Université de Californie à Berkeley exigèrent le droit de défendre l'égalité raciale et l'opposition à l'engagement direct des États-Unis dans la guerre du Vietnam. Le 2 décembre 1964, plus de deux mille étudiants pénétrèrent dans le *Sprout Hall* de Berkeley pour « mettre [leurs] corps sur les engrenages et sur les roues, sur les leviers, sur tout l'appareil [de la machine] et... la faire s'arrêter. »²

p.42

Le procureur de district adjoint du comté d'Alameda, Edwin Meese III, obtint l'autorisation du gouverneur de la Californie de procéder à une arrestation de masse des manifestants et, aux premières heures du 4 décembre, la police arrêta environ

huit cents étudiants. Les autorités universitaires de Berkeley reculèrent finalement et laissèrent les étudiants installer des tables d'information sur diverses causes sur les marches du *Sprout Hall*, mais l'image des étudiants occupant le bâtiment inquiéta les électeurs, qui ne parvenaient pas à comprendre ce qui s'était passé pour transformer les enfants blancs et prospères de l'Amérique en hors-la-loi réclamant une expression individuelle que leurs parents ne pouvaient concevoir. En 1966, Ronald Reagan est élu au poste de gouverneur de Californie en promettant de « nettoyer le désordre à Berkeley. »³

En 1968, l'équipe de Nixon proposa aux électeurs un candidat faible sur le plan politique, mais misant tout sur des images soigneusement sélectionnées d'une Amérique traditionnelle assiégée par des « autres ». Sa campagne contrastait fortement avec le chaos de la Convention nationale démocrate de 1968 à Chicago, où la nouvelle gauche affrontait l'*establishment* démocrate. Là-bas, en août, les policiers de Chicago qui travaillaient pour le maire de la ville, Richard Daley, masquèrent leurs badges et déclenchèrent une « émeute policière » contre les manifestants.

Nixon rassembla une coalition de républicains pro business, de racistes du Sud, de traditionalistes et d'électeurs partisans de « l'ordre et de la loi » pour remporter la Maison-Blanche, malgré le fait que plus d'Américains votèrent pour d'autres candidats que pour lui. Le magazine *Time* déclara que les « Américains moyens » de Nixon priaient, aimaient l'Amérique et détestaient les manifestants ainsi que les « minorités en colère » qui attiraient l'attention du gouvernement, alors qu'eux ne recevaient que du mépris et des avis d'imposition. Ils craignaient de perdre leur pays au profit des libéraux, des intellectuels, des radicaux et de jeunes provocateurs aidés par une industrie de la communication mensongère. Ils appréciaient les structures familiales traditionnelles et s'inquiétaient de voir les femmes travailler en dehors du foyer. Ils aimaient Goldwater ainsi que les hommes politiques comme Reagan, qui promettait de mettre fin aux manifestations, même « si cela devait se finir dans un bain de sang ». ⁴

Cette polarisation des électeurs conduisit à une suite logique : maintenir le gouvernement entre de bonnes mains signifiait gagner les élections, et pour gagner

les élections, il pouvait s'avérer nécessaire de tricher. Tandis qu'il cultivait publiquement une image d'homme d'État, Nixon et ses hommes savaient en coulisses les négociations de paix au Vietnam pour nuire aux Démocrates. L'idée que les membres d'une campagne présidentielle aient collaboré avec un gouvernement étranger pour influencer une élection était tellement inconcevable qu'il fallut attendre la découverte, en 2017, de notes appartenant à H. R. Haldeman, conseiller de Nixon, pour que des rumeurs de longue date soient enfin reconnues comme des faits. La logique était pourtant simple : si les Démocrates étaient de dangereux « autres », des mesures extraordinaires pour les empêcher d'accéder au pouvoir étaient alors justifiées.⁵

Nixon entama son mandat présidentiel en cherchant à séduire les conservateurs du Mouvement sans pour autant remettre en cause le consensus libéral. Mais ses promesses vagues de « paix dans l'honneur » au Vietnam finirent par se retourner contre lui lorsque, au lieu de mettre fin à la guerre, il l'intensifia. Les manifestants le dénoncèrent, et il réagit en assimilant la loyauté envers l'Amérique et la loyauté envers le président.

En 1947, le Congrès avait adopté la loi sur la sécurité nationale afin de concentrer la politique étrangère et les actions militaires au sein de la branche exécutive, écartant ainsi largement le Congrès des débats sur les interventions militaires à l'étranger. Nixon utilisa cette autorité pour manipuler les affaires étrangères afin de consolider son soutien intérieur, car les Américains ont tendance à se rassembler derrière le drapeau en temps de guerre. En novembre 1969, malgré l'opposition croissante à la présence accrue des États-Unis au Vietnam, il affirma qu'une « majorité silencieuse » approuvait sa politique au Vietnam. Son discours liait la fierté nationale à un président républicain.⁶

p.44

À la fin du mois d'avril 1970, le président annonça qu'il avait envoyé des troupes terrestres au Cambodge, le pays voisin du Vietnam. Les manifestations qui suivirent cette annonce conduisirent en mai, à la mort par balles de quatre étudiants à l'université d'État de Kent, dans l'Ohio. Après qu'il suggéra maladroitement que les étudiants eux-mêmes étaient responsables de la fusillade, les électeurs de sa cible

démographique clé, les Américains blancs de la classe moyenne, étaient prêts à l'abandonner.

Avant les élections de mi-mandat de 1970, il était assez évident pour les conseillers de Nixon qu'ils avaient besoin d'un plan de la dernière chance pour rallier les électeurs autour d'un président de plus en plus fragilisé. Patrick Buchanan et Lee Atwater se retournèrent délibérément contre ce qu'ils appelaient « les médias, la gauche et la communauté universitaire libérale », attirant les électeurs vers Nixon en accusant leurs adversaires d'être paresseux, dangereux et anti-américains.

Ils baptisèrent leur stratégie « polarisation positive », car elle attisait la colère dont ils avaient besoin pour pousser les électeurs à se déplacer aux urnes, une évolution qu'ils considéraient comme bénéfique. Buchanan rédigea un mémorandum à l'intention de Nixon, l'incitant à manipuler les médias et l'avertissant : « Nous sommes désormais engagés dans une lutte pour l'âme du pays, et la décision ne sera pas un quelconque compromis, ce sera leur type de société ou le nôtre. » ⁷

Les principaux boucs émissaires de Nixon en 1969 avaient été les manifestants contre la guerre du Vietnam et les étudiants, mais après Kent State, la liste s'élargit pour y inclure les Américains à la peau noire ou brune ainsi que d'autres « intérêts particuliers » qui, selon l'équipe de Nixon, souhaitaient une redistribution des richesses afin de ne pas avoir à travailler. D'un côté se trouvaient des individus travailleurs et contribuables. De l'autre se trouvaient les « détracteurs de l'Amérique », des gens paresseux qui voulaient des aides de l'État.⁸

Ce thème s'inscrivait dans le cliché historique lié à la Reconstruction : l'idée selon laquelle le vote des minorités n'était qu'un moyen de redistribuer les richesses aux personnes qui ne le méritaient pas. Il raviva un argument intellectuel justifiant le retour de bâton contre le mouvement des droits civiques, et Nixon s'efforça de rallier à sa cause les électeurs qui ne voulaient pas se considérer comme des sectaires de la vieille école. Mais les sectaires de la vieille école vinrent aussi. Les Américains blancs opposés aux droits civiques avaient ressuscité le drapeau de guerre confédéré, et en mai 1970, le vice-président de Nixon, Spiro Agnew, assista à la cérémonie d'inauguration du monument confédéré à Stone Mountain, en Géorgie,

un projet datant de la Reconstruction qui avait été abandonné puis ressuscité après l'arrêt *Brown v. Board*.⁹

La stratégie de l'administration, qui consistait à polariser le pays pour gagner des électeurs, commença à briser le consensus libéral.

En 1971, l'avocat Lewis Powell rédigea un mémorandum confidentiel pour la Chambre de commerce des États-Unis dans lequel il avertissait que les entreprises américaines devaient travailler plus dur pour contrer le consensus libéral et défendre ce qu'il appelait la « libre entreprise ». Furieux que des militants comme Ralph Nader aient imposé des réglementations de sécurité aux constructeurs automobiles et à l'industrie du tabac, il croyait que les hommes d'affaires perdaient leur droit de gérer leurs entreprises comme ils l'entendaient. Toute attaque contre « le système d'entreprise » écrivit-il, constituait « une menace pour la liberté individuelle ».

Powell pensait que le milieu des affaires devait faire avancer ses principes « de manière agressive » dans les universités, les médias, la religion, la politique et les tribunaux. « Le pouvoir judiciaire », écrivit-il, « est peut-être l'instrument le plus important du changement social, économique et politique. » Il écrivit que les militants des droits civiques et les institutions de « gauche » comme l'Union américaine pour les libertés civiles (ACLU) et les syndicats remportaient des affaires qui nuisaient aux entreprises. « Il est temps que les entreprises américaines, qui ont démontré la plus grande capacité de toute l'histoire à produire et à influencer les décisions des consommateurs, appliquent vigoureusement leurs grands talents à la préservation du système lui-même. »¹⁰

L'année suivante, Nixon nomma Powell à la Cour suprême. Bien que le juge Powell se révélât bien plus modéré et soucieux du consensus que l'avocat Powell ne l'avait été, ce qu'il avait préconisé finit par se concrétiser : des organisations de droite commencèrent à s'opposer au consensus libéral. La *Heritage Foundation*, la *Hoover Institution*, l'*American Enterprise Institute*¹¹, la Chambre de commerce des États-Unis, la *Business Roundtable*¹² et l'Association nationale des manufacturiers se mirent toutes à soutenir que les bouleversements économiques des années 1970

pouvaient être imputés aux réglementations et à la fiscalité, et que le pays réclamait des solutions « fondées sur le marché ».

Cette même année, Nixon fit de la question de l'avortement un nouveau facteur de division politique. L'avortement n'était pas encore légal à l'échelle nationale, mais il avait été dépénalisé dans de nombreux États dans les années 1960, après que des médecins américains eurent attiré l'attention sur la crise sanitaire mortelle que représentaient entre 200 000 et 1,2 million d'avortements clandestins par an. Dès 1971, même la Convention baptiste du Sud, pourtant évangélique, reconnut que l'avortement devait être légal dans certains cas, et en 1972, les enquêteurs de Gallup¹³ rapportèrent que 64 % des Américains estimaient que l'avortement relevait de la décision d'une femme et de son médecin. Soixante-huit pour-cent des républicains, qui avaient toujours été favorables au planning familial, partageaient cet avis, tout comme 59 % des démocrates. En 1970, Nixon avait ordonné aux hôpitaux militaires américains de pratiquer des avortements indépendamment de la législation des États.

Craignant que Nixon ne perde son élection, Pat Buchanan vit une occasion d'attirer les démocrates catholiques antiavortement, et face à son insistance, le président fit volte-face en 1971, invoquant une conviction personnelle « en la sainteté de la vie humaine, y compris la vie de l'enfant à naître. »

Les partisans de Nixon utilisèrent l'avortement comme moyen de substitution à la question des droits des femmes en général, qui étaient sous le feu des attaques au sein de la Convention baptiste du Sud, où des fondamentalistes œuvraient à prendre le contrôle de la plus grande dénomination protestante des États-Unis. Dans son premier commentaire public sur l'avortement, la militante Phyllis Schlafly déclara : « Le féminisme est une attaque totale contre le rôle de la femme américaine en tant qu'épouse et mère, et contre la famille en tant qu'unité de base de la société. Les féministes cherchent à rendre les épouses et les mères malheureuses de leur vocation... Elles prônent des crèches à la place des foyers. Elles prônent l'avortement à la place des familles. » ¹⁴

Ce tour de passe-passe rhétorique transforma ceux qui adhéraient au consensus libéral et défendaient l'égalité des droits pour les femmes en agitateurs antifamille.

En 1972, Nixon avait à tel point intériorisé sa propre division de la nation en bons et mauvais Américains qu'il acquit la conviction qu'il devait remporter l'élection pour sauver l'Amérique. (Il craignait peut-être aussi que, s'il perdait, le sabotage par ses partisans des négociations de paix au Vietnam en 1968 ne soit exposé au grand jour.) Le Comité pour la réélection du président, judicieusement surnommé CREEP¹⁵ à mesure que ses opérations éclatèrent au grand jour, s'engagea dans une campagne de sabotage électoral. Ses membres publièrent de fausses lettres dans les journaux, engagèrent des prestataires pour les rassemblements démocrates avant de fuir sans régler les factures, introduisirent des espions dans les camps adverses et mirent sur écoute les téléphones de leurs opposants. Le jeune militant Roger Stone prétendit être un socialiste lorsqu'il fit un don à l'un des adversaires républicains de Nixon, puis présenta le reçu du don à un journaliste comme preuve que l'adversaire était un instrument de la gauche politique. L'un de leurs conseillers juridiques qualifia leurs méthodes de « magouilles crapuleuses. »¹⁶

Leurs agissements éclatèrent au grand jour le 17 juin 1972, lorsque Frank Wills, agent de sécurité du prestigieux complexe immobilier du Watergate, découvrit une porte maintenue ouverte et appela la police. Celle-ci interpella cinq cambrioleurs qui posaient des micros au siège du Comité national démocrate.

L'affaire du Watergate ne retint véritablement l'attention du public qu'après l'élection, si bien que l'approche politique clivante de Nixon porta ses fruits à court terme. Il remporta l'élection de 1972 avec un score remarquable de 60,7 % des suffrages populaires et par 520 voix contre 17 au sein du Collège électoral. Après l'élection, l'implication de personnalités clés de son administration dans le cambriolage du Watergate apparut progressivement au grand jour, et la tentative de Nixon de dissimuler ses efforts pour truquer l'élection choqua la nation, y compris les membres de son propre parti. Le 9 août 1974, Nixon devint le premier président à démissionner, et jusqu'à présent le seul, président à démissionner.

p.48

Mais si Nixon paya le prix de sa tentative de fraude électorale, sa division du monde en bons et en méchants commença à s'enraciner, pervertissant la politique américaine en convainquant ses partisans qu'il était impératif de porter les leurs au pouvoir, peu importe le moyen. Le Watergate se retourna finalement contre eux, mais les partisans de Nixon eurent plus de chance lorsqu'ils expérimentèrent leurs « magouilles crapuleuses » dans d'autres pays.

Sous Nixon, les États-Unis lancèrent au Chili une opération couronnée de succès qui servirait de laboratoire pour renverser un dirigeant élu démocratiquement sans laisser d'empreintes apparentes. Lorsque les électeurs chiliens élurent le socialiste modéré Salvador Allende à la présidence, l'administration Nixon travailla avec la Central Intelligence Agency (CIA) pour encourager une grève nationale des camionneurs qui dura vingt-six jours à l'automne 1972 et déclencha une crise sociale pour le nouveau président. Le dictateur d'extrême droite Augusto Pinochet s'empara du pouvoir en septembre 1973. Les États-Unis soutinrent son règne de terreur, notamment sa sinistre pratique consistant à jeter ses opposants dans le vide depuis des hélicoptères.

Le conseiller de Nixon, Roger Stone, qui arborait un portrait de Nixon tatoué dans le dos, confia plus tard à un journaliste : « Ce que j'admirais chez Nixon, c'était sa résilience. ... C'est attaquer, attaquer, attaquer. »¹⁷

¹ Joe McGinniss, *The Selling of the President 1968* (London: Andre Deutsch, 1970), 36, 41-45.

² "Mario Savio: Sit-In Address on the Steps of Sproul Hall," American Rhetoric, <https://www.americanrhetoric.com/speeches/mariosaviosproulhallsitin.htm>.

³ Kate Coleman, "The Roots of Ed Meese," *Los Angeles Times*, May 4, 1986; Clara Bingham, "The Battle for People's Park, Berkeley 1969: When Vietnam Came Home," *Guardian*, July 6, 2019.

⁴ *Time*, January 5, 1970.

⁵ Peter Baker, "Nixon Tried to Spoil Johnson's Vietnam Peace Talks in '68, Notes Show," *New York Times*, January 2, 2017.

⁶ Richard Nixon, "Address to the Nation on the War in Vietnam," November 3, 1969, American Presidency Project.

⁷ Spiro Agnew, quoted in Thomas Byrne Edsall and Mary D. Edsall, *Chain Reaction: The Impact of Race, Rights, and Taxes on American Politics* (New York: W. W. Norton, 1991), 85; Patrick J. Buchanan, "Media Memorandum for the President," May 21, 1970, Nixon Library, <https://www.nixonlibrary.gov/sites/default/files/virtuallibrary/documents/jan10/025.pdf>.

⁸ Richard Nixon, "Address to the Nation on Labor Day," September 6, 1971, American Presidency Project.

⁹ Jon Nordheimer, "Agnew Mellow in Talk Hailing Confederate Heroes," *New York Times*, May 10, 1970.

¹⁰ Jacob S. Hacker and Paul Pierson, "The Powell Memo: A Call-to-Arms for Corporations," Moyers & Company, September 14, 2012, <https://billmoyers.com/content/the-powell-memo-a-call-to-arms-for-corporations/>.

¹¹ NDT : Il s'agit de trois laboratoires d'idées américains, aussi connu sous le nom de *think thank*.

¹² NDT : association qui regroupe certains dirigeants et chefs d'entreprises américains.

¹³ NDT : entreprise américaine de sondages.

¹⁴ Linda Greenhouse and Reva B. Siegel, "Before (and After) Roe v. Wade: New Questions about Backlash," *Yale Law Journal* 120 (2011): 2028-2087.

¹⁵ NDT : jeu de mots avec l'anglais *creep*, qui signifie « sale type »

¹⁶ Bruce J. Schulman, *The Seventies: The Great Shift in American Culture, Society, and Politics* (New York: Free Press, 2001), 44-45; Jeffrey Toobin, "The Dirty Trickster: Campaign Tips from the Man Who Has Done It All," *New Yorker*, May 23, 2008; Michael Daly, "The Despicable History of Roger Stone," *Daily Beast*, January 26, 2019; John A. Farrell, "Watergate Created Roger Stone. Trump Completed Him," *Politico*, January 29, 2019.

¹⁷ Beth Reinhard, "Bush Strategist Shares Insight on '00 Recount," *Miami Herald*, May 17, 2008.

Reprendre notre pays


p.245

Dans son discours d'adieu du 4 janvier 1981, le président Jimmy Carter fit observer que l'effritement de la confiance dans la capacité du gouvernement à résoudre les problèmes signifiait que les Américains se tournaient de plus en plus vers des « groupes à thème unique et des organisations de défense d'intérêts particuliers pour s'assurer que quoi qu'il arrive, nos opinions personnelles et nos intérêts privés soient protégés ». Il avertit que cela déformait la vocation de la nation, car « l'intérêt national n'est pas forcément la somme de tous nos intérêts particuliers ou spéciaux. Nous sommes tous Américains et nous ne devons pas oublier que le bien commun répond aux intérêts de tous et qu'il incombe à chacun de le sauvegarder. »

En tant que président qui avait fait installer des panneaux solaires à la Maison-Blanche, il incita les Américains à protéger « nos biens essentiels les plus précieux, l'air que nous respirons, l'eau que nous buvons et la terre qui nous nourrit », et à défendre les droits fondamentaux de la personne humaine qui avaient, après tout, « inventé l'Amérique ». « Notre vision commune d'une société libre et équitable », dit-il, « est le fondement de notre cohésion nationale et de notre force dans le monde, surpassant même, en l'occurrence, les faveurs dont le ciel nous a généreusement comblés. »

Carter exhorta les Américains à se souvenir de ces mots : « Nous tenons ces vérités pour évidentes, que tous les hommes sont créés égaux, qu'ils sont dotés par leur Créateur de certains droits inaliénables, et que parmi ceux-ci figurent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. » ¹

Et pourtant, nous en sommes là.

p.246

Dans les années qui suivirent l'arrivée du président Ronald Reagan à la Maison-Blanche (où il s'empressa de faire retirer les panneaux solaires) une minorité radicale utilisa une fois de plus le pouvoir du langage et celui de son propre mythe historique pour démanteler le concept du bien commun.

Le démantèlement du consensus libéral raviva une tendance dangereuse vers l'autoritarisme. Tout d'abord, les richesses se concentrèrent vers le haut, laissant un grand nombre d'Américains dépossédés et en colère face à leur régression sociale. Dans le même temps, la culture populaire insistait sur le fait que ces Américains dépossédés étaient eux-mêmes responsables de leur échec dans un système qu'ils reconnaissaient de plus en plus comme truqué. Les politiciens républicains inondèrent ensuite le paysage médiatique de propagande affirmant que les réductions d'impôts et les politiques gouvernementales favorables aux entreprises n'étaient pas responsables de la dépossession des Américains blancs des classes populaires et moyennes. Les coupables, affirmaient-ils, étaient des minorités paresseuses, cupides et immorales, ainsi que les femmes.

Un nombre croissant d'Américains rejetèrent l'idée que le gouvernement pouvait défendre leurs intérêts, tandis que ceux qui avaient encore foi dans le système et tentaient d'élire des démocrates se rendirent compte que les républicains avaient progressivement dilué leurs votes par le biais du charcutage électoral, de la suppression du droit de vote, de l'obstruction parlementaire et du Collège électoral. En 2016, le candidat républicain à la présidence sollicitait ouvertement l'aide du dirigeant autoritaire russe Vladimir Poutine contre sa rivale démocrate. Et ce candidat, Donald Trump, devint président.

Lorsque les Américains élurent le président démocrate Joe Biden en 2020, celui-ci fit clairement savoir qu'il entendait défendre la démocratie américaine contre la montée de l'autoritarisme. Tout au long de sa campagne, il s'attacha à rassembler les personnes du centre droit et du centre gauche, conformément aux appels lancés par les spécialistes de l'autoritarisme. Biden ignore Trump et s'engagea à travailler avec les républicains qui croyaient en « l'État de droit et non en la loi d'un seul homme ».

Le 6 janvier 2021, après l'attaque contre le Capitole américain et contre le droit des Américains à choisir leurs dirigeants, Biden défendit explicitement les valeurs américaines traditionnelles.

« Ceux qui ont pris d'assaut ce Capitole, ceux qui ont fomenté et incité, et ceux qui les ont appelés à le faire », ont agis « non pas au service de l'Amérique, mais au service d'un seul homme » qui « a créé et répandu un tissu de mensonges sur l'élection de 2020... parce qu'il place le pouvoir au-dessus des principes, parce qu'il considère ses propres intérêts comme plus importants que ceux de son pays et de l'Amérique, et parce que son ego blessé compte plus à ses yeux que notre démocratie ou notre Constitution », dit Biden au peuple américain. Il exhorta les Américains à ne pas succomber à l'autocratie, mais à s'unir pour défendre notre démocratie, « pour maintenir vivante la promesse de l'Amérique » et pour protéger ce pour quoi nous nous battons : « le droit de voter, le droit de se gouverner nous-même, le droit de déterminer notre propre destin. »²

Une fois investi dans ses fonctions, Biden s'employa à démontrer que le gouvernement pouvait travailler pour les gens ordinaires. Il se rendit directement au Bureau ovale après sa cérémonie d'investiture et, deux jours après sa prise de fonctions, il abrogea le décret présidentiel *Schedule F* de Trump, qui aurait mis fin au système de la fonction publique et permis à un président de nommer des loyalistes à la tête du gouvernement. Il mit à la porte les nommés politiques que Trump avait tenté d'introduire au sein du gouvernement fédéral et promit qu'aucun membre de sa famille ne travaillerait à la Maison-Blanche.

Au cours de ses deux premières années au pouvoir, avec une courte majorité à la Chambre des représentants et un Sénat partagé à égalité, les démocrates parvinrent à faire adopter une législation historique qui rappelait celle de Roosevelt et de Lyndon B. Johnson, consolidant l'économie, reconstruisant les infrastructures du pays et investissant dans l'avenir, dans le but de ramener au bercail les Américains désabusés qui avaient renoncé à la démocratie.

En mars 2021, les démocrates adoptèrent le Plan de sauvetage américain de 1 900 milliards de dollars pour lutter contre la pandémie de coronavirus et relancer l'économie qu'elle avait entravée. En novembre 2021, certains républicains se laissèrent convaincre de soutenir la loi sur l'infrastructure bipartisane de 1 200 milliards de dollars, destinée à reconstruire les routes et les ponts du pays et à installer le haut débit dans les zones rurales à travers la nation. Quelques

républicains soutinrent également la loi sur les puces et la science de 2022, qui investit 52 milliards de dollars dans la fabrication nationale de semi-conducteurs et renforça la recherche scientifique aux États-Unis. En août 2022, les démocrates adoptèrent la loi sur la réduction de l'inflation qui réalisa des investissements historiques dans la lutte contre le changement climatique, étendit la couverture maladie, réduisit le déficit et augmenta les impôts des entreprises et des plus fortunés.

Le programme intérieur de Biden étendit le libéralisme pour répondre aux revendications en matière de droits civiques qu'avait identifiées Carter, tout comme Abraham Lincoln, Theodore Roosevelt, Franklin D. Roosevelt et Lyndon B. Johnson avaient chacun élargi le libéralisme pour relever les défis de l'expansion vers l'Ouest, de l'industrialisation, de la mondialisation et de l'anticolonialisme.

Biden et son administration placèrent le libéralisme non plus autour des familles nucléaires dirigées par des hommes pourvoyeurs, comme cela avait toujours été le cas auparavant, mais autour des enfants et de leurs aidants. Il ne parvint pas à convaincre le Congrès de financer les infrastructures de garde d'enfants et de soins aux personnes âgées, mais les démocrates parvinrent à étendre temporairement le crédit d'impôt la garde d'enfants et de personnes à charge, à adopter la première loi sur la sécurité des armes à feu en trente ans, à protéger le mariage interracial et homosexuel, et à voter une législation pour aider les millions de vétérans exposés aux fumées toxiques des fosses d'incinération dans les zones militaires.

Après douze ans au sein de la commission des affaires étrangères du Sénat et huit ans en tant que vice-président, Biden savait que défendre la démocratie à l'intérieur du pays impliquait de la renforcer à l'échelle internationale. Lui et le secrétaire d'État Antony Blinken s'employèrent à rejoindre les alliances internationales et à les consolider. Biden ramena les États-Unis au sein de l'Organisation mondiale de la santé et s'attacha à reconstruire l'OTAN et d'autres alliances stratégiques, tout en forgeant de nouvelles alliances dans la région indopacifique et en Afrique.

Dans son premier discours au département d'État, le 4 février, il souligna qu'il avait déjà parlé aux « dirigeants de nombre de nos amis les plus proches, à savoir le

Canada, le Mexique, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, l'OTAN, le Japon, la Corée du Sud et l'Australie, pour [commencer à] reformer les habitudes de coopération et à reconstruire le muscle des alliances démocratiques qui s'étaient atrophiées au cours des dernières années de négligence et, j'oserais dire, d'abus. » Une fois de plus, « les valeurs démocratiques les plus chères à l'Amérique » se trouveraient au cœur de la diplomatie américaine : « défendre la liberté, promouvoir les opportunités, défendre les droits universels, respecter l'État de droit et traiter chaque personne avec dignité. »³

La puissance de cette défense devint évidente en février 2022, lorsque Poutine lança une nouvelle invasion de l'Ukraine. Poutine se heurta aux soldats ukrainiens, qui s'étaient entraînés intensément pendant les huit années écoulées depuis la première invasion russe, ainsi qu'à une communauté internationale qui refusa de reconnaître l'accaparement des terres par la Russie, imposa des sanctions strictes et coordonnées, et fournit à l'Ukraine de l'argent, des renseignements et des armes.

Cette communauté resta unie en grande partie grâce à Biden et Blinken, et la force de cette coopération discrédita l'argument selon lequel l'autocratie était plus efficace et plus puissante que la démocratie. L'armée de Poutine, tant vantée et redoutée, s'avéra mal entraînée et mal approvisionnée : des fonctionnaires corrompus et leurs commanditaires avaient détourné les fonds destinés à la préparation militaire pour s'offrir des méga yachts et des appartements à Londres pour eux-mêmes et leurs maîtresses.

L'idée, avancée par les partisans de Trump, selon laquelle la société russe serait plus morale que les démocraties où les personnes LGBTQ sont considérées comme égales, fut également discréditée lorsque les envahisseurs russes commirent des crimes de guerre contre les civils ukrainiens. Et l'idée que les démocraties sont faibles fut démentie par le président ukrainien Volodymyr Zelensky, avocat et ancien comédien de télévision, qui revêtit des habits militaires et, lorsqu'on lui offrit une échappatoire hors de sa ville assiégée, répondit : « J'ai besoin de munitions, pas d'un taxi. »

Mais malgré l'émergence de cette défense de la démocratie, le trumpisme ne mourut pas. Trump et ses loyalistes continuèrent d'affirmer qu'il avait remporté l'élection de 2020, tandis que des extrémistes comme la nouvelle représentante de Géorgie Marjorie Taylor Greene, qui avait à un moment appelé à l'exécution de politiciens démocrates, déclara à un journal de droite qu'il n'y avait aucune différence entre les républicains de l'establishment et les démocrates. Elle dit qu'elle était impatiente d'amener au Congrès davantage de personnes orientées vers l'action, comme elle, pour aider Trump à réaliser son plan, dès qu'il serait dévoilé.

Les dirigeants de l'establishment se rallièrent à la faction Trump, notamment après juin 2022, lorsque la Cour suprême, dont le chef de la majorité sénatoriale Mitch McConnell avait bourré les rangs de trois juges extrémistes, ignora la jurisprudence établie qu'ils avaient promis de protéger et annula la décision *Roe v. Wade* de 1973 qui légalisait l'avortement.

Les dirigeants républicains entreprirent de remettre en cause toutes les décisions judiciaires protégeant le gouvernement du consensus libéral en place depuis les années 1930. Si le quatorzième amendement ne protégeait pas l'avortement, les autres droits civiques qu'il protégeait étaient également menacés, notamment le mariage homosexuel, le droit à la contraception, et peut-être même la déségrégation. La réglementation des entreprises par le gouvernement était elle aussi remise en question.

Dans le même temps, l'étoile politique de Trump avait commencé à pâlir à mesure que ses ennuis judiciaires et financiers s'accumulaient dans les années qui suivirent l'élection. Mais il avait radicalisé le Parti républicain, et les gouverneurs républicains rivalisaient pour séduire son électorat. Contrairement à Trump en 2016, cependant, ils ne faisaient plus semblant d'adhérer à l'idéologie républicaine reaganienne des marchés libres : le gouverneur de Floride Ron DeSantis, par exemple, utilisa ouvertement le pouvoir de sa fonction pour récompenser ses amis politiques et punir ceux qu'il percevait comme ses ennemis, ainsi que pour attiser les sentiments anti-immigrés et anti-LGBTQ, tout comme Poutine et Orbán l'avaient fait avant lui. Les penseurs de droite commencèrent à soutenir ouvertement que la démocratie et ses valeurs, à savoir l'égalité devant la loi, la séparation de l'Église et de l'État, une

presse indépendante, la liberté académique et les marchés libres, avaient sapé la vertu humaine du passé et devaient être éradiquées.⁴

p. 251

Ces efforts reposaient de manière cruciale sur le maintien du mythe de droite selon lequel l'histoire américaine était enracinée dans un passé pur que leurs adversaires étaient en train de détruire. Au début du mandat de Biden, des militants républicains fabriquèrent de toutes pièces une indignation autour de l'enseignement supposé de la théorie critique de la race dans les écoles publiques. Cette théorie juridique, conçue pour expliquer pourquoi les lois des années 1970 n'avaient pas créé l'égalité qu'elles promettaient, était un cours optionnel de troisième cycle en faculté de droit qui n'avait en réalité jamais été enseigné dans les écoles publiques. Les législatures à dominante républicaine adoptèrent des lois interdisant aux enseignants d'enseigner la « théorie critique de la race » ou toute leçon laissant entendre que le système américain aurait pu connaître des inégalités systémiques, voire des leçons susceptibles de mettre certaines personnes mal à l'aise, entendant par-là les personnes blanches. De pair avec cette censure, on assista à une recrudescence des interdictions de livres dans les écoles publiques et dans certaines bibliothèques publiques, la plupart des livres bannis étant écrits par des personnes noires ou LGBTQ, ou traitant de ces communautés.

Présenter un passé mythifié comme l'époque glorieuse du pays est un outil clé des autoritaires. Cela leur permet de désigner quiconque s'oppose à eux comme un ennemi de la grande destinée nationale.

Mais la véritable histoire de la démocratie américaine est qu'elle n'est jamais achevée. C'est l'histoire de personnes qui ont honoré l'idée qu'une nation peut se fonder, non pas sur la terre, la religion, la race ou les hiérarchies, mais sur le concept d'égalité humaine. Cet engagement, ainsi que son corollaire, à savoir que nous avons le droit de consentir à notre gouvernement, lequel doit à son tour agir dans notre intérêt, nous a valu notre puissante histoire de personnes qui ont œuvré et se sont sacrifiées pour donner vie à ces principes. Reprendre possession de notre histoire de noble combat permet de retravailler le langage polarisant qui nous a tant desservis, tout en sapant l'idéologie de l'autoritarisme.

p.252

En 1776, malgré toutes leurs limites, les Pères fondateurs proposèrent qu'il était possible de créer une nation fondée non pas sur la religion, la race, les hiérarchies, la richesse ou la tradition, mais sur l'État de droit. Il était possible, du moins en principe, pensaient-ils, de rassembler des personnes très différentes dans un système où chaque individu serait égal devant la loi et aurait droit à une voix au sein du gouvernement. Ils entreprirent de démontrer que cela était réalisable.

Cette théorie ne cessa jamais d'être contestée. Dans les années 1850, une minorité réactionnaire et fortunée tenta de s'en débarrasser complètement, affirmant que la véritable « démocratie » centrait le pouvoir dans les gouvernements des États qu'ils contrôlaient. Progressivement, ils s'emparèrent des rouages du gouvernement américain. Ces dirigeants du 19^e siècle pervertirent le sens de la démocratie à leurs propres fins, et ils purent le faire parce qu'ils créèrent un système médiatique fermé qui mentait à leurs électeurs et diabolisait leurs adversaires. Ils convinquirent leurs électeurs que la démocratie américaine était enracinée dans les États et que les législateurs des États pouvaient déterminer les conditions de vie de la population d'un État, même si cela signifiait les réduire à l'esclavage. Ils s'emparèrent de leur parti, puis des gouvernements de leurs États, puis du gouvernement national. Ils croyaient être à l'avant-garde d'un nouveau système qui permettrait aux États-Unis de mener un monde dominé par quelques dirigeants fortunés, bien introduits, et généralement blancs et masculins, dont l'économie reposait sur l'inégalité et l'esclavage. Mais cette histoire ne se termina pas comme le souhaitaient les élites esclavagistes.

p.253

Des hommes comme Abraham Lincoln reconnurent que cette lutte ne portait pas seulement sur qui serait élu à la Maison-Blanche. C'était l'histoire de l'humanité, « la lutte éternelle entre ces deux principes, le bien et le mal, à travers le monde ». Lincoln fit clairement comprendre que ceux qui voulaient le droit à l'autodétermination avaient toujours dû lutter, et devraient toujours lutter, contre ceux qui voulaient le pouvoir. « L'un est le droit commun de l'humanité et l'autre le droit divin des rois. C'est le même principe, quelle que soit la forme sous laquelle il se manifeste », dit-il. « Qu'il émane de la bouche d'un roi qui cherche à dominer le

peuple de sa propre nation et à vivre du fruit de leur labeur, ou d'une race d'hommes comme justification pour en asservir une autre, c'est le même principe tyrannique. »⁵

Lincoln souligna que ceux qui cherchaient à détruire la démocratie à son époque n'étaient pas les conservateurs qu'ils prétendaient être, mais de dangereux radicaux dont la vision de l'Amérique devait être rejetée. Il appela ses concitoyens à défendre l'égalité devant la loi et le droit de chacun à consentir au gouvernement sous lequel ils vivaient. Ils devaient reprendre possession de l'histoire de l'Amérique afin qu'elle connaisse « une nouvelle naissance de la liberté ».

Lorsque Lincoln prononça ces mots en 1863, il n'était pas du tout certain que sa vision l'emporterait. Mais il avait de l'espoir car, après des décennies durant lesquelles ils n'avaient pas remarqué ce que les puissants faisaient pour détruire la démocratie, les Américains s'étaient réveillés. Ils prirent conscience que la nature même de l'Amérique était attaquée. Ils étaient divisés entre eux et, au début, ne savaient pas vraiment comment riposter, mais les gens ordinaires s'empressèrent d'apporter leur contribution comme ils le pouvaient, avec les outils dont ils disposaient. « Nous nous levâmes, chacun combattant, saisissant ce qu'il pouvait atteindre en premier, une faux, une fourche, une hache ou un couperet de boucher », se souvint Lincoln. Une fois éveillés, ils trouvèrent la force de leur majorité.⁶

À l'époque de Lincoln, la démocratie sembla avoir triomphé. Mais les Américains du temps de Lincoln n'arrachèrent pas le fil hiérarchique de leur histoire, le laissant là pour que d'autres autocrates en devenir puissent l'exploiter à l'avenir grâce à leur rhétorique et aux peurs de leurs partisans.

Jusqu'à présent, les espoirs de nos Pères fondateurs n'ont jamais été entièrement confirmés. Et pourtant, ils n'ont pas été entièrement infirmés.

Une fois encore, nous traversons une période d'épreuve.

C'est entre nos mains que tout se joue, aujourd'hui comme hier.

-
- ¹ Jimmy Carter, "Farewell Address to the Nation," January 14, 1981, American Presidency Project.
- ² Joseph R. Biden, "Inaugural Address," January 20, 2021, American Presidency Project.
- ³ Joseph R. Biden, "Remarks on United States Foreign Policy at the Department of State," February 4, 2021, American Presidency Project.
- ⁴ Zack Beauchamp, "The Intellectual Right's War on America's Institutions," *Vox*, November 19, 2021.
- ⁵ Abraham Lincoln, "Seventh and Last Debate with Stephen A. Douglas at Alton, Illinois," in *The Collected Works of Abraham Lincoln*, vol. 3, ed. Roy P. Basler (Ann Arbor, MI: University of Michigan Digital Library Production Services, 2001), 315.
- ⁶ Abraham Lincoln, "Speech at Peoria, Illinois," October 16, 1854, in Basler, *Collected Works*, vol. 2, 282.